

T 2137 - 747 - 10,00 F
3792137010003 07470

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°747 JEUDI 13 AVRIL 1989 10,00 F

URSS

ÉLECTION PIÈGE À CON.:

MUNISTE?

**A L'EST
DU**

NOUVEAU !



CHARB.

communiqués

• ROUEN.

Le groupe de Rouen vend le « Monde libertaire » aux endroits suivants : à Rouen, au marché de Sotteville, tous les dimanches entre 11 h et 12 h ; à Elbeuf, au marché d'Elbeuf un samedi sur deux entre 10 h 30 et 12 h ; à Mont-Saint-Aignan, tous les mercredis de 12 h à 13 h, alternativement en fac de Lettres ou de Sciences.

• DIEPPE

Un groupe est en constitution sur la ville et ses environs. Pour le contacter, écrivez au groupe de Rouen : CES, 64, rue Beauvoisine, 76000 Rouen.

• ARLES.

Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se créer sur Arles, toutes les personnes intéressées peuvent prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

• CHELLES

A l'heure où un certain nombre de dangers nous menacent (la dégradation de la couche d'ozone, la pollution de l'air, etc.), la défense de l'environnement semble être devenue un phénomène à la mode dans les milieux politiques. Or, le combat pour notre survie ne sortira pas des urnes, car il n'y aura pas d'écologie sans lutte contre l'Etat. Le groupe Sacco-Vanzetti de la FA organise, le samedi 22 avril à 20 h 30, une réunion-débat ayant pour thème : « La défense de notre environnement » (adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles, près de la gare SNCF).

éditions

• « LA FORA »

Plus vieille section de l'AIT, la FORA fut fondée en 1901 et, peu après, fit sien le projet communiste-anarchiste. A travers elle, les anarchistes exercèrent une importante influence sur le mouvement ouvrier argentin pendant laquelle la FORA, qui comptait jusqu'à 100 000 adhérents, livra des luttes d'une grande intensité. Cette brochure, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F, propose de retracer les principales étapes de la vie de la FORA, tout en l'insérant dans l'histoire du mouvement syndical argentin.



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande de routage.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 Banlieue : Seine-et-Marne : Chelles, Coulommiers, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse, Evry (liaison) — Hauts-de-Seine : Asnières, Nanterre, La Défense, Fresnes-Antony — Seine-Saint-Denis : Sevran-Bondy, Saint-Denis — Val-de-Marne : Créteil, Arcueil — Val-d'Oise : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE

• GROUPES

Aisnes : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Rochefort/Marennes — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Grenoble, Bourgoin-Jallieu — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Thionville, Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Bas-Rhin : Scherwiller — Rhône : Lyon — Seine-Maritime : Rouen, Le Havre — Somme : Amiens — Var : Toulon — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers.

• LIAISONS

Hautes-Alpes : Briançon — Alpes-Maritimes : Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : liaison des Ardennes — Aveyron : Sainte-Affrique — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto-Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Eure : Evreux — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Jura : liaison Jura — Loir-et-Cher : Blois — Loire-Atlantique : Saint-Nazaire — Morbihan : Lorient — Nord : Douai — Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand — Pyrénées-Atlantiques : Pau — Bas-Rhin : liaison Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Haute-Savoie : Annecy — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Solliè-Pont, Hyères, La Seynes-sur-Mer — Vosges : Saint-Dié, Sémonon.

éditions

• « INFOS N°25 »

« Infos » n° 25 est consacré à... la Révolution ! Encore, direz-vous... Aussi faut-il préciser que l'essentiel de notre revue parle au présent d'un événement que nous continuons à promouvoir... La une de couverture le proclame : « Nous aimons tant la révolution ! ». « Osez ! Ce mot renferme toute la politique de votre Révolution. » Cette maxime de Saint-Just (1794) ouvre le débat autour des enjeux du bicentenaire et insiste sur un point fondamental : notre volonté de poursuivre aujourd'hui ce qui a été commencé il y a deux siècles.

« L'Histoire arrangée », c'est un point de vue décapant sur les spécialistes de la période et la réhabilitation du concept même de révolution... « J.-J. Rousseau » est passé au crible de l'analyse libertaire et semble prendre ici la dimension du précurseur... « Sur la Vendée », c'est une contribution amicale de Michel Ragon, exclusive pour « Infos », qui marque le lien tenu existant entre cette révolution vendéenne, populaire, qui s'élève contre la tyrannie centraliste et le soulèvement ukrainien (avec Makhno) contre le centralisme et l'hégémonisme du pouvoir « bolchevique ». Une note sur les « Mouchoirs rouges de Cholet », œuvre de Ragon et une interview tirée d'une revue vendéenne, « Galerne », qui met en scène M. Ragon, viennent compléter cet intermède des particularismes populaires du XVIII^e siècle... « Les soldats de l'An II » nous donne une idée de la lutte des « objecteurs » de l'époque contre cette conscription obligatoire et abhorrée. A l'occasion de cet écrit, Michel Auvray démontre l'étroitesse des liens qui existent entre ces luttes antimilitaristes d'hier et les luttes actuelles... « Les révoltes de la faim à Paris 1789-1792 » restituent toute la force de ces révoltes qui font se soulever le peuple contre les possédants nobles et bourgeois et que la royauté réprime cruellement... L'épilogue de ce texte nous rappelle que le 10 août 1792, une seconde révolution renverse la monarchie, et les Sans-culottes installent la commune insurrectionnelle à Paris. L'expression libre trouve sa place dans cet « Infos », ainsi que les annonces diverses qui tissent notre quotidien. Enfin, il est rappelé à nos lecteurs les trois rendez-vous d'avril que les Enragés proposent aux Perpignanais à la librairie « Infos » (rue T. Guiter), les 1^{er}, 15 et 29 avril à 15 h 30 pour y débattre autour de thèmes intéressants et actuels. L'édito, car il faut en parler, déroge à la règle et aborde un problème de 1989 : c'est le résultat des municipales à Perpignan, et les enseignements que nous en tirons pour le présent et le futur... Un « Infos » n° 25 que vous garderez dans vos bibliothèques tant il est riche et actuel. Pour 10 F, il serait dommage de s'en priver ! A Perpignan — Torcat, Futur Antérieur, Catalane et « Infos » — et à Paris (Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, dans le XI^e) dans les rayonnages, une revue qui dérange et qui enrage... ça vaut le coup, non ?



éditions

• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• AFFICHE.

Le groupe de Sevran-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander ...

...est à la librairie
 du monde
Libertaire
 145, rue Amelot, Paris 11^e. M^e République. Tel. 48.05.34.08.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N°58

La revue « Contre vents et marées » vient de sortir son numéro 58, qu'il est possible de se procurer contre 5 F, ou en s'abonnant pour 50 F à l'ordre de « Contrecourants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• « GRAFFITI »

Le groupe « Humeurs Noires » vient de sortir le n° 7 de sa feuille d'expression « Graffiti ». Elle est consacrée à la révolution de 1789 ; la révolution en elle-même et l'histoire de la classe dominante qui y a trouvé sa source. Que tout le monde profite de cette nouvelle contribution anarchiste à la commémoration de ce bicentenaire.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e République)
 Tél. : (16.1) 48.05.34.08

URSS

Le cirque de Moscou...

L'ÉVOLUTION de la situation en Union soviétique provoque une élosion de commentaires, de titres à sensation... et de bêtises. Ainsi, Bernard Guetta, l'envoyé permanent du Monde à Moscou nous annonce à grand fracas « un événement aux conséquences immenses » : « la mort du soviétisme ». Manifestement, M. Guetta ignore que les soviets sont morts, étouffés, en 1918 !

Le grand bouleversement, pour tous ces commentateurs c'est, évidemment, la faculté donnée aux Soviétiques de choisir 1 500 députés au « Congrès » — nouvelle appellation contrôlée du Soviet suprême — parmi 2 901 candidats ! Et aussi que M. Eltsine soit triomphalement élu à Moscou après une campagne marquée par d'impressionnantes manifestations devant le Kremlin. Certes, il se trouve toujours de mauvais esprits pour imaginer on ne sait quelle complicité entre Eltsine et Gorbatchev dans le montage de ce parfait numéro de cirque...

L'essentiel, pour nous, est de comprendre pourquoi la bourgeoisie d'Etat soviétique est contrainte

d'utiliser les mêmes artifices (le bulletin de vote) que la bourgeoisie capitaliste classique afin d'assurer la pérennité de son pouvoir. Et pourquoi elle ouvre — avec d'innombrables précautions — quelques soupapes de sûreté. Ainsi, la société Mémorial peut manifester publiquement pour dénoncer les crimes de Staline, la Pravda s'étend sur les cimetières « sauvages » où l'on déterre des squelettes au crâne perforé par les pistolets du Guépéou il y a cinquante ans, les Izvestia publient des lettres de lecteurs exigeant la réhabilitation des victimes, etc.

La pérestroïka semble donc vouloir aller plus loin, dans ce domaine, que la « déstalinisation » lancée par Kroutchev, en 1956, devant le XX^e congrès du PCUS et dont le seul but était de mettre un terme aux méthodes terroristes qui empêchaient les apparatchicks de dormir (1).

Des mécontentements « concrets »

Dans une situation en aucun point comparable, Gorbatchev

dénonce vigoureusement le stalinisme et instille de la « démocratie » dans le système, à doses homéopathiques, afin de susciter un fort courant d'opinion sur lequel il pourra s'appuyer pour mener à bien les réformes de l'économie et vaincre la résistance de ses concurrents « conservateurs » et de tous ceux des nomenklaturistes qu'il va, inévitablement, déranger dans leurs franges.

Gorbatchev ne peut se contenter de multiplier les promesses mirobolantes comme Kroutchev le fit dans les années 60 car, ainsi qu'il l'a expliqué, il doit faire face à un « mécontentement concret ». En effet, les retards de l'économie se traduisent par une pénurie de denrées alimentaires, la mauvaise qualité des produits industriels, l'insuffisance des logements, des transports. Il est probable que même une partie de la nomenklatura se trouve affectée par la médiocrité générale du niveau de vie (on a vu sur TF1 la grande vedette de la télévision moscovite logée dans un appartement exigu que le moindre épicier d'ici trouverait minable...).

Pour expliquer les difficultés du moment, il est classique d'accuser les prédécesseurs. Devant le comité central, Gorbatchev a dénoncé la situation catastrophique de l'agriculture et, pour en trouver les causes, il est remonté non pas au déluge mais à la collectivisation forcée pratiquée par Staline et à ses horreurs. Il a proclamé son intention de rendre les paysans « maîtres de la terre » au moyen de baux de longue durée.

Pour l'industrie, la solution résiderait dans le renforcement de l'autonomie des entreprises, qui devront réaliser des profits pour autofinancer leurs investissements (en licenciant si nécessaire). Iakovlev, le bras droit de Gorbatchev, préconise le retour, dans une certaine mesure, à l'économie de marché.

Une recette... bicentenaire

Gorbatchev sait qu'il n'est pas possible de transformer la vaste Union soviétique sous-développée en grande puissance économique moderne tout en maintenant sur le pays la chape de plomb d'un régime policier, l'emprise étouffante d'une bureaucratie aussi stupide qu'hypercentralisée. Un meilleur rendement de l'énorme machine ne peut être obtenu qu'avec un système plus souple, moins centralisé, laissant plus de liberté d'expression et de mouvement. Le numéro un soviétique peut compter sur l'appui d'une large fraction de l'intelligentsia, qui lorgne avec envie du côté de son homologue occidentale dont les conditions matérielles sont meilleures et les coudées plus franches.

Bien entendu, les résultats de la pérestroïka ne seront pas immédiats. Les mécontentements ne manqueront pas de s'exprimer pour toutes sortes de motifs, à cause des

chamboulements opérés, des situations acquises mises en cause et aussi de la mise en application annoncée (avec prudence) d'une politique de vérité des prix. Des grèves de protestation se sont déjà produites contre l'instauration de salaires en fonction des résultats des entreprises. Il fallait donc trouver un exutoire à tous ces mécontente-



ments prévisibles : la foire aux chèvres, l'illusion donnée aux braves citoyens qu'ils peuvent intervenir avec un bulletin de vote. Gorbatchev pense avoir trouvé là une bonne recette... que d'autres avaient inventée, en Occident, il y a tout juste deux siècles !

Sébastien BASSON

(1) En 1949, un membre éminent du Politburo, Voznessenski, disparut du jour au lendemain sans laisser de traces ! En 1953, peu de temps avant la mort du « père des peuples », le « complot des blouses blanches » annonçait de nouvelles purges sanglantes au plus haut niveau.

CUBA-MOSCOU

Le statu quo

MIKHAIL GORBATCHEV, le numéro un soviétique, vient de se rendre à La Havane pour une visite de deux jours et demi. Cette visite, très attendue par les commentateurs internationaux, aurait dû avoir lieu l'année dernière, mais fut reportée à cause du tremblement de terre d'Arménie.

A l'époque, on avait largement spéculé sur l'idée que Gorbatchev n'aurait pas été mécontent du prétexte qui lui était offert de ne pas se rendre à un rendez-vous peu désiré avec un partenaire parfois bien encombrant. En effet, les relations entre les deux pays n'ont pas toujours été de tout repos, le pragmatisme récent de l'Union soviétique s'accommodant mal de l'activisme de Fidel Castro sur le plan international, en particulier en Amérique latine.

Deux problèmes à l'ordre du jour

Deux problèmes à l'ordre du jour inquiétaient les Cubains. Une remise en question toujours possible de l'aide soviétique, qui est considérable, et la situation internationale, en particulier l'Amérique centrale. Il n'est pas abusif d'affirmer que l'Union soviétique soutient à bout de bras l'économie cubaine.

Cuba est un pays de peu de ressources. De loin sa principale production, le sucre voit son prix dégringoler constamment sur les marchés depuis longtemps. Le reste de ses produits d'exportation (le nickel, les cigares, les produits de la pêche et les agrumes) ne risque pas de faire vivre un jour ses dix millions d'habitants. Le tourisme, qui éveille des espérances nouvelles et que l'on s'applique à développer depuis peu, en est encore aux balbutiements. Le pays ne produit pas d'énergie, à part 8 à 10% de ses besoins en pétrole.

Dans ces conditions, l'effort d'industrialisation (principalement de l'agriculture) et les réalisations spectaculaires dans les domaines de la santé et de l'éducation auraient été impossibles sans le concours des Soviétiques. L'aide

se chiffrerait à 5 milliards de dollars par an. Une partie de ce pactole consiste en assistance militaire, mais le gros de celui-ci est destiné aux secteurs civils. La majeure partie de la production sucrière est achetée par l'URSS à un prix considérablement supérieur à celui du marché. D'autre part, l'URSS fournit 90% des besoins pétroliers cubains à la moitié du prix de l'OPEP.



Certains prévoient que Gorbatchev, sous les pressions internes, serait obligé de réviser à la baisse l'apport soviétique à l'économie de la principale île des Caraïbes. L'état critique de l'économie de l'URSS, et les tendances à privilégier les besoins intérieurs (réorganisation, modernisation), ainsi que le petit vent de nationalisme qui court ces temps-ci en Union soviétique, permettraient de penser qu'une partie importante du système pèse de toute ses forces pour réduire ce qu'elle considère comme un gaspillage des ressources, qui seraient mieux employées à résoudre les difficultés locales.

Il n'en a rien été. Les deux parties ont signé à La Havane une reconduction pour 25 ans, jusqu'en 2014, des accords économiques. Voilà qui a rassuré les Cubains, et qui dément les spécu-

lations quant au désengagement généralisé de l'URSS de la plupart des points chauds de la planète que beaucoup ont conjuré après le retrait d'Afghanistan et le règlement du conflit de l'Afrique du Sud-Ouest.

L'autre affaire pour laquelle Gorbatchev était attendu au tournant, c'était l'Amérique centrale et, au-delà, l'Amérique latine en général. Gorbatchev a délivré un double message. A l'usage des Américains il a fait savoir que « ni la révolution ni la contre-révolution ne doivent être exportées », conditionnant de la sorte un hypothétique désengagement politique dans la zone à une activité équivalente des Etats-Unis. Cela est de toute évidence impensable, car les Américains se sentent tout à fait dans leur bon droit pour faire la loi dans une région qu'ils ont toujours vu comme leur arrière-cour. Donc pas de cadeau à Bush. Les Etats-Unis ont d'ailleurs réagi en précisant que « l'on ne peut comparer l'URSS, qui n'a pas d'intérêts légitimes dans la région, aux Etats-Unis qui en ont de primordiaux ». Par contre, en plus de la continuation de l'aide dont nous avons parlé, le patron soviétique a fait un autre geste envers Fidel Castro, qui est le grand gagnant de cette visite éclair. Il a déclaré qu'au sein de la communauté des pays non capitalistes, chacun doit avoir le droit de construire le socialisme comme il l'entend. Il s'est donc abstenu de donner des leçons de glasnost et de pérestroïka à un partenaire qui n'a jamais été très enthousiaste des initiatives gorbatcheviennes en Union soviétique. De son côté, Castro, tout en insistant sur les particularités et les différences de Cuba par rapport à l'URSS, a souhaité à Gorbatchev le succès de sa politique duquel dépend, a-t-il dit, l'avenir de tout le camp socialiste.

On peut dire que le voyage de Gorbatchev aux Caraïbes a servi à améliorer son image personnelle et à rassurer Fidel Castro, mais n'a pas apporté grand-chose de neuf, comme s'étaient pris à l'espérer d'aucuns.

R. B.

Editorial

L'ON se plaît à souligner, dans les médias occidentaux comme dans ceux des pays de l'Est, que le récent accord « historique » entre les autorités polonaises et les principales organisations syndicales, sont de nature à ouvrir cette nation à une véritable démocratie. Encore qu'il faille s'entendre sur la substance du mot démocratie. Et pourtant, un vieux réflexe libertaire, nous rendra immédiatement méfiant sur la nature d'un accord, aussi historique soit-il, avec l'Etat. Et si nous n'assistons pas, dans les mois qui suivent, à la trahison du compromis par l'une des parties, c'est que sans doute elles ont partie liée pour s'entendre et s'accorder sur le dos de l'éternel perdant : la rue.

Partant de ce postulat, l'accord en lui-même vaut son pesant de jésuitisme. Elections libres, reconnaissance de tout ou d'une partie du paysage syndical polonais, dont l'éternel et quasi-mythique Solidarnosc, indexation des salaires à 80% sur le taux de l'inflation (ce qui équivaut, mathématiquement, à une perte du pouvoir d'achat de 20% par an), création de journaux syndicaux, etc.

S'il est un peu facile de se moquer du contenu d'un tel accord, de l'autre côté du Mur de Berlin, il reste que les deux protagonistes ont parfaitement bien balisé leur espace en interdisant une quelconque aventure dans la rue. Il n'est qu'à constater l'ahurissante répartition des sièges à la Diète où, avant même la consultation électorale, le POUP (le PCF local) se réserve 65% des sièges. Les derniers doutes sont balayés. « Solidarnosc la magnifique » de l'été 1980, par la voix de Lech Valesa, qui a sans doute fait amende honorable dans les confessionnaux afin de préserver à tous crins la paix sociale, Solidarnosc donc, qui déclare que la crise économique « ne pourra jamais être résolue sans une sensible réduction du budget militaire et de celui de l'appareil de répression », constate de plus que le pays par la voie de cet accord ouvre la voie à une Pologne libre. De là à penser que la Pologne ne peut être libre qu'avec la non-réduction des budgets militaires et policiers, si le pas est vite franchi avec une petite dose de mauvaise foi, cela laisse toutefois un peu rêveur.

On assiste de fait à une reproduction presque parfaitement mécanique de ce qui s'est passé à Moscou, Valesa dans le rôle d'Eltsine reconnaît la légitimité du pouvoir de Jaruzelski mis en place lors du coup d'Etat du 13 décembre 1981, de son côté le pouvoir est contraint de céder un peu de terrain, économie nationale et paix sociale obligent. Le peuple polonais y trouvera-t-il son compte ? Rien n'est moins sûr ! En attendant l'étincelle, les accords ont fait mourir la rue pour Gdansk. Espérons qu'elle saura ressusciter et imposer sa volonté.

CORSE

« Détonateurs »

LES bureaucrates syndicaux se préparent à faire plier les assemblées générales pour la reprise du travail. Les fonctionnaires en grève ne l'entendent pas encore de cette oreille. Car le sentiment général est de considérer les propositions gouvernementales comme dérisoires et inadaptées à la revendication. Il y a un problème de vie chère, et le gouvernement s'entête à proposer une prime de transport.

La fameuse prime de transport proposée par le gouvernement devrait être prélevée sur l'argent de la continuité territoriale. Le Syndicat des travailleurs corses a aussitôt réagi, pour faire savoir qu'il était inadmissible de « satisfaire » les fonctionnaires en déshabillant la Corse. Car, au départ, cette subvention de l'Etat au nom de la continuité territoriale était destinée à favoriser le développement de l'île. Il faudra d'ailleurs revenir à ce principe jamais mis en pratique.

Il s'est avéré, depuis des années, qu'en fait de développement, que les principaux bénéficiaires de la subvention furent les compagnies maritimes et aériennes, qui n'en ont pas pour autant baissé leurs tarifs. Un aller-retour Paris-Corse coûte 2 000 F sur Air-Inter ou Air-France subventionnés, moins de 800 F depuis l'an dernier sur Nouvelles Frontières en pleine saison ; alors qui aide-t-on ?

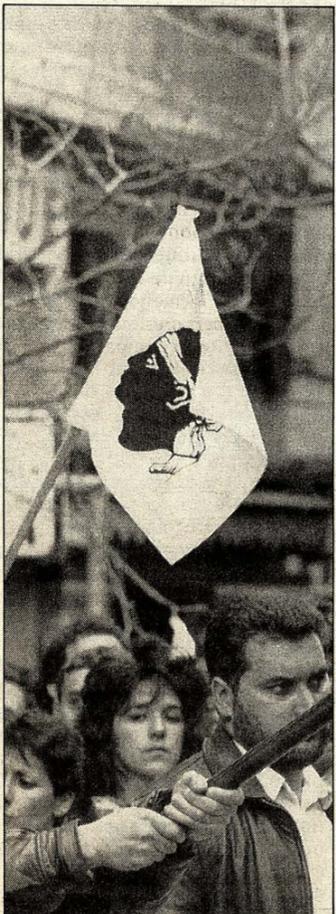
En fait, les compagnies maritimes SNCM, CMN et SOMECA, aériennes Air-Inter et Air-France, réalisent de larges bénéfices sur le dos de la Corse, en situation de monopole, ils peuvent jouer les pleins tarifs et l'argent gagné n'est pas réinvesti en Corse. La SOMECA s'achète un hôtel, la SNCM ouvre un centre de

préparation de repas en Provence avec 50 employés. Au demeurant, combien de produits corses vendus sur les lignes corses ? Le STC a occupé les sièges de la SNCM en Corse, pour formuler à nouveau sa revendication de voir rendre à la Corse les travaux et les emplois lui étant relatif et se trouvant à Marseille. Les manifestations les plus importantes pendant le conflit ont d'ailleurs été celles des syndicats nationalistes ayant entraîné avec eux les sociaux-professionnels, la présence au sein des cortèges de quelques employeurs importants n'est pas passée inaperçue, le lot des luttes de libération nationale serait de véhiculer des alliances de classe.

On ne devrait quand même pas refaire un retour de 15 ans en arrière, à l'époque d'Aléria, où la lutte avait un caractère populaire et inter-classiste qui a permis à des individualités sans contrôle de profiter des retombées ministérielles en brigant postes et subventions. Fort de cette expérience, le mouvement nationaliste est aujourd'hui solidement structuré, avec des syndicats de classe comme le STC, un syndicat enseignant le SCL, des syndicats non loins des positions du STC comme le syndicat corse des pêcheurs et le syndicat corse des agriculteurs. Les nationalistes expliquent cet appel à manifester aux sociaux-professionnels, auquel ont répondu quelques « gros poissons » comme une volonté de continuer à déstabiliser le clan, ici ses chambres de commerce.

Il est vrai que l'appel du président de la chambre de commerce de Bastia aux commerçants, de ne pas baisser les rideaux de fer le jour de la manifestation du 1^{er} avril, n'a pas été entendu. Cela tendrait à démontrer qu'au-delà du conflit social, une crise profonde traverse la société corse. Les syndicats réformistes restés silencieux pendant des années, de peur d'alimenter le combat nationaliste, ont profité de la trêve du FLNC pour relancer la vieille revendication coloniale de prime d'insularité. Inconsciemment, ils ont joué le rôle de détonateur.

Fred Antoni (Ajaccio)



en bref...en bref...

• CONTACTS.

Le groupe Jules-Durand de la Fédération anarchiste sera présent à la fête de Lutte ouvrière, dimanche 16 avril, de 12 h à 20 h, salle des fêtes de Bleville au Havre.

• LUTTES.

L'Association culturelle libertaire (ACL) vous informe qu'il existe à Grasse (Alpes-Maritimes), depuis fin février, un comité des mal-logés fort déjà d'une cinquantaine d'adhérents. Les personnes désireuses de participer à ses activités, ou souhaitant s'informer, peuvent le faire en s'adressant au Comité des mal-logés, c/o La « Commune », 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse.

• INITIATIVE.

Suite à un « Appel pour une alternative libertaire » visant à structurer un courant libertaire de lutte de classes ouvert et non sectaire, une réunion régionale préparatoire aura lieu le samedi 22 avril à 15 h à la MJC de Cleunay, rue André-Trasbot, à Rennes, concernant tous les libertaires des départements de l'Ouest intéressés (tél. : 99.77.32.12).

• REVUE.

Le numéro 85 de *Courant Alternatif*, mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire, est paru. Au sommaire : pour l'Europe des luttes, le droit d'asile, l'affaire Rushdie, le SCALP, Suisse : référendum pour l'abolition de l'armée et les rubriques habituelles. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 18 F.

SANTÉ

Le poisson du CRC

LE 1^{er} avril 1989 est née la fédération régionale des syndicats Santé-Sociaux d'Ile-de-France CRC (Coordonner, rassembler, construire) : elle rassemble les 10 syndicats Santé-Sociaux radiés de la CFDT en mars dernier et d'autres sections des 2 syndicats non radiés. Son objectif est de coordonner les luttes des salariés, qu'ils soient syndiqués ou non-syndiqués. Elle vise à construire l'outil syndical dont les travailleurs et les travailleuses ont besoin pour élaborer revendications et stratégies d'action pour gagner.

Le congrès de la fédération régionale CRC qui s'est tenu le 1^{er} avril à Créteil est donc son premier congrès ; il a réuni des anciens militants CFDT, mais aussi de nouveaux adhérents au CRC. Les textes soumis aux débats des congressistes ont été votés à l'unanimité des suffrages exprimés, sauf la charte financière qui a obtenu les deux tiers des voix.

Nous proposons à nos lecteurs de prendre connaissance du manifeste « Pour un syndicalisme tourné vers l'avenir » (voir ci-contre) : ce sont les bases de notre projet syndical. Ce projet est encore à améliorer, par exemple sur l'aspect international ; il est surtout à faire vivre dans les établissements, à soutenir par des adhérents que tous espèrent de plus en plus nombreux.

Au cours de ce congrès, le débat le plus animé a porté sur notre structuration : provisoirement, ce sont les statuts du comité régional de la coordination des syndicats Santé-Sociaux ex-CFDT qui marquent l'existence juridique de la fédération régionale. Ceux-ci seront rediscutés dans tous les syndicats en vue de leur adoption lors d'un nouveau congrès en juin.

Ces statuts provisoires sont complétés par une résolution *structuration* qui définit quelques objectifs immédiats :

- une fédération régionale et non pas nationale, la grande majorité des congressistes refusant de s'auto-proclamer fédération nationale ;
- certains auraient souhaité que cette fédération régionale s'appelle CRC-SUD (Coordonner, rassembler, construire-Solidaire, unitaire et démocratique), afin de montrer les liens nous unissant aux camarades des PTT et de bénéficier de la dynamique enclenchée par leurs résultats encourageants aux élections professionnelles. Cette appellation n'a pas été retenue : d'une part, les « SUD » préfèrent attendre leur congrès d'orientation de juin avant de s'engager dans une telle perspective ; d'autre part, la situation actuelle du CRC — comme celle du SUD — est une situation transitoire. Qui peut dire ce que sera notre avenir ?

A l'aube du XXI^e siècle, beaucoup d'observateurs pensent que le paysage syndical français va se modifier. L'hypothèse de la recombinaison syndicale se vérifiera-t-elle, sous quelles formes et à quels rythmes ? Notre situation en est peut-être un des prémices ; notre chance est d'être insérés dans les mouvements sociaux de notre secteur professionnel.

Nous voulons continuer le syndicalisme de lutte de classes, fédéraliste et de transformation sociale que nous avons déjà fait vivre.

E. T. CLAUDE

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

Pour un syndicalisme tourné vers l'avenir

1. Le mouvement syndical est à la croisée des chemins.

Ou il sera capable d'opérer un sursaut et donc de remplir sa mission historique de défense des intérêts des salariés et de transformation de la société.

Ou il se maintient dans son précarité institutionnelle, ses divisions en chapelles, sa dépendance à l'Etat et aux politiques diverses, ses incapacités à changer réellement la situation de salariés et maintenir leurs droits acquis.

Alors la crise actuelle ne pourra que s'aggraver.

Alors la désyndicalisation ne pourra que s'amplifier.

Le mouvement syndical doit se réveiller et se régénérer

Face aux bouleversements technologiques, aux formidables capacités de production, aux moyens économiques gigantesques, face à la crise économique, aux gaspillages insensés, au prix exorbitant payé par les pays pauvres, le syndicalisme devrait être à l'avant-garde de toutes les transformations que réclame cette fin de siècle, que réclame la socialisation de l'Europe des travailleurs.

Il devrait être aujourd'hui à la fois capable :

- d'imposer le plein emploi qualifié, le contrôle sur l'organisation du travail et sur la production, la réduction massive du temps travaillé, le contrôle sur les investissements, le maintien et l'amélioration des droits ;



- de prendre en compte les besoins des femmes, la situation des jeunes et des immigrés ;
- de se battre pour la décolonisation et de soutenir le développement du tiers monde afin d'en finir avec toutes les pauvretés de ce monde.

Un syndicalisme fort au quotidien, dans la lutte, capable de s'adapter aux situations, de dépasser les divisions, mais surtout un syndicalisme porteur d'un projet mobilisateur.

Il y a urgence

Les patrons, les Etats, eux, s'organisent, s'unifient, améliorent leurs dispositifs d'exploitation, de répression. Ils monopolisent les moyens de communication.

D'un côté, ils s'inquiètent de la désyndicalisation, de ses risques, de l'autre, il ne veulent pas d'un mouvement syndical qui rassemble pour la lutte, pour le changement en profondeur, pour gagner sur du substantiel...

2. Dans le secteur de la Santé en région parisienne : il nous faut un syndicalisme différent.

Au travers des luttes récentes dans notre secteur, nous avons vérifié que des milliers de jeunes, de femmes, de salariés attendent, espèrent une organisation, des moyens qui correspondent à leurs aspirations !

Alors, il faut un syndicalisme qui prend racine dans le mouvement social

Un syndicalisme fait par les salariés eux-mêmes, à partir de la base. Un syndicalisme réellement indépendant. Un syndicalisme qui les libère et ne les étouffe pas, un syndicalisme avec beaucoup plus d'égalités entre ses participants. Un syndicalisme ouvert à toutes les expressions, à tous les débats, à tous les courants. Un syndicalisme majoritaire parce qu'unitaire.

3. Nous proposons de débattre de tout cela

Nous proposons à tous et à toutes de débattre de tout cela, sans idée préconçue, sans penser que tout est réglé d'avance. Conscients qu'à travers notre expérience régionale, nos luttes, nos rencontres avec les « coordinations », qu'à partir de l'acquis CFDT, de la défense de ce qui a fait son « identité historique » : la démocratie ; le socialisme autogestionnaire ; l'émancipation des travailleur(euse)s ; nous avons à faire partager cette expérience pour tracer un nouvel idéal pour le syndicalisme de demain.

Nous nous adressons à tous les syndicalistes, à tous ceux et celles qui ont quitté décus les syndicats, à tous les salariés.

Toutes les luttes récentes ont montré la volonté manifeste de changer la façon de faire, de mettre la démocratie aux avant-postes. Rien du durable n'est possible sans cette volonté collective.

Il faut que tous les salariés, non-syndiqués et syndiqués s'expriment avec nous, que nous construisions le grand mouvement syndicaliste dont nous avons besoin avec eux.

JOSPIN-ROCARD

L'école à la sauce libérale

On a trop souvent tendance à ne voir dans le plan Jospin-Rocard que la « revalorisation » de la fonction enseignante. Or, si on sait aujourd'hui à quelle sauce seront mangés les instits et les profs (augmentation salariale dérisoire, hiérarchisation de la profession, etc.), on méconnaît encore le danger que représente la *loi d'orientation scolaire* pour les enfants des

tous les milieux sociaux font leur entrée en 6^e. On s'aperçoit rapidement qu'ils sont marqués par des retards importants et par une très grande hétérogénéité de performances scolaires. Deux structures sont alors mises en place : le programme normal et le programme allégé. Or, si pour l'ensemble des élèves, la proportion en programme allégé représente 19,3%, elle est de 28,9%

s'estomper pour faire place à une sélection *new-look*. En effet, depuis quelques années, l'existence d'une main-d'œuvre non qualifiée importante n'est plus une nécessité absolue pour le patronat. La quasi-totalité des secteurs productifs nécessite au contraire des connaissances générales et professionnelles de plus en plus approfondies. C'est pourquoi il s'agit maintenant d'éviter au maximum toute sortie sans formation du système éducatif.

Bien sûr, l'école n'en est pas pour autant égalitaire. Tout en délivrant une formation de masse (cf. l'objectif des 80% d'une classe d'âge au Bac), elle sélectionne l'élite et ses futurs technocrates. Bref, l'école reste au service de la hiérarchie sociale.

Pour faire passer la pilule, on enrobe le tout dans un beau discours pédagogique. Qui plus est, on récupère et on vide de leur contenu émancipateur un certain nombre de propositions portées jusqu'alors par les partisans de la rénovation du système éducatif. Adaptation de l'enseignant à l'élève, à ses goûts et à ses centres d'intérêts, priorité aux projets d'établissement, allègement des programmes et des horaires... autant de thèmes qui, *appliqués dans un contexte libéral*, participent aujourd'hui à l'émergence d'une école à deux vitesses.

En effet, si l'inadaptation du système à toute une partie de la population est aujourd'hui officiellement reconnue, les réponses apportées sont socialement très dangereuses. C'est ainsi que, sous prétexte de « différenciation pédagogique », certains établissements donneront bientôt une importance considérable aux « savoirs », tandis que d'autres privilégieront la « socialisation » de leurs élèves. C'est ainsi que, sous prétexte de réduire leur charge de travail, on

La pédagogie différenciée

Il ne s'agit pas pour nous de condamner des pratiques pour lesquelles nous avons toujours opté. Dénouons la récupération dont elles sont l'objet, et faisons en sorte de ne pas défavoriser davantage l'enfant qui l'est déjà sur le plan moral et culturel. Ceci dit, écartons les raisonnements du type : « Cet enfant n'est pas capable de suivre normalement, donc laissons-le progresser à son rythme et privilégions le savoir-faire au savoir-penser », mettons en avant la logique du *tous capables* et exigeons des moyens supplémentaires pour les écoles de quartiers populaires et les élèves en difficulté. Luttons pour supprimer l'une des causes essentielles de l'échec scolaire, à savoir l'imposition des normes socio-culturelles de la bourgeoisie et leur utilisation comme critère de sélection. Bref, adaptons-nous à l'enfant, à condition parallèlement de ne pas tomber dans une différenciation sélective (qui n'aurait plus rien à voir avec la conception libérale du respect des différences) et à condition de relever avec vigueur le défi démocratique que représente aujourd'hui l'école pour tous.

Eric DUSSART



Rocard et Jospin.

milieux populaires. Cette seconde partie du plan recueille en effet l'assentiment du plus grand nombre. D'un côté, elle contente ceux qui se reconnaissent dans la logique libérale actuelle. De l'autre, elle gruge à grand renfort de discours pédagogiques ceux pour qui l'école doit s'inscrire dans une démarche égalitaire.

La sélection de grand-papa

Depuis la fin des années 50, l'école accueille des enfants qui en étaient naguère refoulés. En 1975, la réforme Haby institue le collège unique. Des élèves originaires de

pour les enfants d'ouvriers non qualifiés ou de personnels de service, et quasi-nulle pour les enfants de professions libérales, cadres supérieurs ou enseignants. Bref, malgré le collège unique, la sélection existe toujours. Contrairement aux filières précédentes (collège Fouchet), elle ne provoque pas la sortie prématurée du système scolaire mais, par éliminations successives, maintient le jeune jusqu'à l'âge de 16 ans dans de véritables voies de garage.

L'élitisme républicain

Aujourd'hui, ces deux réseaux de scolarisation ont tendance à

ainsi que le choix des établissements par les familles (choix tout relatif pour bon nombre d'entre elles), et vous avez un enseignement profondément inégalitaire prodigué par un corps de professionnels coupé culturellement et socialement des milieux populaires.

Un enseignement égalitaire au service de tous

En fait, la réflexion sur l'école est aujourd'hui totalement subordonnée à la logique de l'entreprise. Or, le patronat moderne a surtout besoin de travailleurs capables de s'adapter en douceur au fonctionnement du système économique. Le primat donné actuellement par l'école à l'individu le satisfait donc entièrement. Quant aux savoirs, le patronat a sa propre conception de ce qui est utile et inutile pour la grande masse des travailleurs. Les

notre discours pédagogique, la question n'est donc pas celle de l'adaptation à l'élève. Aujourd'hui, les pédagogies centrées sur l'individu font le jeu du libéralisme et reproduisent la hiérarchie sociale. Contrairement à la plupart des responsables politiques et syndicaux, nous ne pouvons, par ailleurs, nous satisfaire d'une école permettant à chacun d'aller le plus loin possible (cf. la fameuse « égalité des chances »). Nous pensons que *tout individu est capable* de maîtriser les savoirs et la culture lui permettant d'être acteur de sa vie. Conscients des déterminismes sociaux, mais résolus à ne céder aucunement au fatalisme, nous exigeons des moyens en matériel, en postes, en locaux, en heures de concertation, en formation. Il s'agit aujourd'hui de redonner toute leur importance aux savoirs.

Bien entendu, loin de nous l'idée de revenir à l'école d'antan. Les savoirs, pour un libertaire, ne se transmettent pas. L'enseignant (ou plutôt l'apprenant) doit construire son propre savoir dans le cadre d'une démarche anti-autoritaire. Cette *auto-socio-construction du savoir* est facilitée par l'enseignant, dont le rôle n'est plus de remplir un crâne vide, mais de mettre en place les dispositifs nécessaires au bon déroulement de la démarche. Pas question pour autant de céder au mythe de « l'école libératrice » ou de sombrer dans l'illusion pédagogique. Les pesanteurs du milieu et les intérêts en jeu sont bien trop lourds. Ceci dit, il importe dès maintenant de mettre tout en œuvre pour secouer cette vieille maison qu'est l'Education nationale et avancer dans le sens d'une remise en cause des valeurs et des structures de la société actuelle.

Eric DUSSART

(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

ENSEIGNEMENT

Grève des profs

DEPUIS déjà le mois de novembre, a été lancée sur le département des Alpes-Maritimes, par les enseignants des lycées réunis en assemblée générale, une grève administrative sans retenue sur les fiches de paye : la grève des notes. Celle-ci s'est étendue progressivement à tous les collèges et à certains lycées techniques. D'autres établissements pratiquent la grève des conseils de classe ou envisagent de boycotter les examens de fin d'année. Le mouvement des enseignants est très peu structuré (syndiqués et non-syndiqués participent), et il est difficile de l'évaluer ; nous pouvons juste affirmer qu'il est suivi par au minimum 60% des effectifs, avec des pointes à 100%.

Face à cette situation, des élèves réagissent et sporadiquement se mettent en grève. Plusieurs sitting ont eu lieu dans les lycées à Beausoleil et à Nice ; début février, à Cannes, plus d'un millier de lycéens ont manifesté en expliquant que leur action « n'était pas dirigée contre les professeurs que nous soutenons, mais contre la politique des gouvernements successifs dont les résultats nuisent à tous ». Des collégiens de 10 à 14 ans, à Vence et Cagnes, ont été en grève avec sitting et discussions agitées avec leurs parents et l'administration qui prétextait que c'était illégal !

Puis, ce fût au tour des lycéens de Grasse qui, eux aussi, « en soutien avec les professeurs et le personnel de l'Education nationale », se sont mis en grève à la fin du mois de mars, conscients que de l'avenir des professeurs et de l'argent pour l'Education nationale dépendaient leurs conditions de formation. La grève des lycéens de Grasse, où des décisions ont pu être prises en assemblée générale, a été moins massive que celle des autres lycées de la région, car elle était plus longue et apparaissait plus radicale. Une semaine d'arrêt des cours, plusieurs sitting, de nombreuses manifestations, avec confections de banderoles, de panneaux (à la Commune, local libertaire), dépôt de pétitions à la sous-préfecture, et... piquet de grève pendant toute une journée dans trois lycées à Cannes, où les attendaient des établissements fermés et gardés par des flics.

Les lycéens grassois et certains professeurs sont conscients que le ministère ne négociera que sous la pression conjuguée de toutes les personnes concernées par l'éducation : enseignants, élèves et parents. Ils attendent donc la rentrée des vacances de Pâques et se préparent à lancer un mouvement plus large sur le département.

Alexia et Benoît



renverra les gosses de milieux populaires devant la télévision ou dans les cours de HLM. C'est ainsi que l'autonomie financière des établissements renforcera l'inégalité entre communes riches et communes pauvres. Ajoutez à cela des instituteurs recrutés au niveau de la licence (d'où une sélection par l'argent),

syndicats (communistes y compris), en adoptant le thème de « l'investissement éducatif », en contribuant à diffuser l'idée selon laquelle le système économique exigerait qu'on élève le niveau de formation, se situent dans la même logique.

Pour nous, libertaires, face à la récupération de toute une partie de



ENVIRONNEMENT

Le libéralisme économique à l'œuvre

Le vendredi 24 mars dernier, le pétrolier géant Exxon-Valdez s'échouait dans le golfe d'Alaska, à 35 kilomètres au sud du port de Valdez, un terminal septentrional hors glace des Etats-Unis.

L'Exxon-Valdez transportait 200 millions de litres de pétrole brut vers la Californie. Construit en 1986, l'Exxon-Valdez représentait le « nec-plus-ultra » en matière de sécurité (1). Mais, à l'échouage, des réservoirs se sont percés. Près de 50 millions de litres de pétrole brut (40 millions de mètres cube) se sont retrouvés à la mer (2).

Des lacunes

Les premières interventions pour enrayer « la marée noire » n'ont débuté que deux jours après l'échouage. Certains médias ont justifié ce retard par le fait que l'accident coïncidait avec le week-end de Pâques. Puis, le lundi 27 mars, un vent violent se levait. Les barrages flottants qui venaient d'être mis en place pour contenir une partie de la nappe de pétrole furent levés. L'épandage par avions de produits chimiques dispersants était interrompu. Ce même jour, deux îles étaient atteintes par le pétrole : les embruns en auraient amené jusque sur les branches d'arbres.

Environnement : brèves...

• LES BARRAGES N'ONT PAS « LA COTE ».

Les 29 et 30 mars, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à la Serre de la Fare, près du Puy, pour affirmer leur opposition à un projet de barrage. Ce barrage est envisagé dans le cadre du « grand réaménagement des bords de Loire » (nous vous en reparlerons). Toujours pour affirmer leur opposition, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées le 3 avril, sur le site du barrage de Nagymaros, en construction, sur le Danube, en Hongrie. Les travaux de ce complexe hydro-électrique ont été entrepris par la Hongrie, la Tchécoslovaquie et l'Autriche.

• MAREES NOIRES NEWS.

Petit oubli dans l'article ci-contre : le trafic pétrolier a été réouvert dans le détroit de Prince-William, 4 jours après l'échouage de l'Exxon-Valdez... Toujours la compagnie Exxon à l'affiche : le 2 mars dernier, l'Exxon-Houston s'était échoué près d'Honolulu. Quatre cent mètres cubes de pétrole s'étaient échappés du navire. Enfin, du pétrole d'origine inconnue a souillé plus de 30 kilomètres de plage aux îles Hawaï. Des observateurs craignent pour les baleines, les tortues et diverses autres espèces animales présentes dans la région...

• LE LINDANE « COURT » TOUJOURS.

Le 6 mars dernier, le cargo panaméen Perentis coulait en Manche. Durant l'accident, cinq conteneurs se sont désarrimés. Quatre d'entre eux ont été récupérés, mais le cinquième, qui contient du lindane, a été perdu par « nôtre » marine nationale qui l'avait pris en remorque. Le lindane est un insecticide. A ce jour, le conteneur n'a toujours pas été retrouvé...

CHRISTIAN

Une semaine après l'accident, le 31 mars, l'étendue de la nappe de pétrole était estimée à 1 500 kilomètres carrés. Les dégâts sur l'environnement risquent d'être considérables vu la topographie de la côte dans cette région (innombrables criques); vu les nombreuses espèces animales qui y vivent. On y trouvait entre autres des otaries, des orques, ainsi que différentes espèces d'oiseaux et de poissons. C'est la saison où les saumons commencent à descendre les cours d'eau; vers la fin avril, d'importants bancs de harengs viennent frayer... La pêche, actuellement impossible, est donc également fort compromise pour les années à

venir. L'échouage de l'Amoco-Cadiz le 16 mars 1978 sur les récifs de Portsall, peuvent se faire « une idée » des conséquences à venir.

Fuite des responsabilités ; spéculations financières

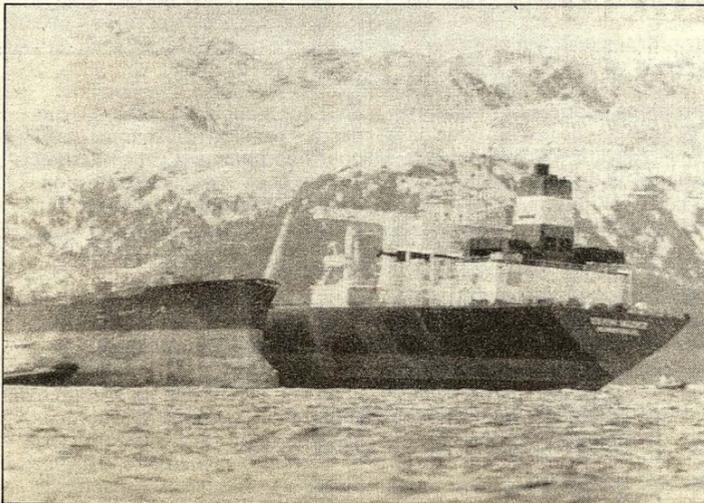
Les autorités américaines et les propriétaires du pétrolier n'ont pas tardé à trouver un coupable à cette catastrophe. Le 30 mars, la société Exxon licenciat le commandant du pétrolier et, à la fin de la semaine suivante, les autorités américaines lançaient un mandat d'arrêt contre celui-ci. N'est-il pas un peu trop facile de faire reposer

le pétrole qui est en train de détruire leur seule source de subsistance : frayères de saumons, de harengs et de crevettes; des milliers de phoques, de canards, de loutres, morts intoxiqués... Est-ce là la liberté et la justice ?

CHRISTIAN
(Liaison d'Evreux)

(1) Selon Le Monde du 29 mars 1989.

(2) Les dernières estimations font état de 42 000 tonnes (l'Exxon-Valdez jauge 300 000 tonnes).



L'Exxon-Valdez.

venir. Il est encore beaucoup trop tôt pour tirer un bilan de ce que les médias considèrent maintenant comme la plus grande marée noire de l'histoire de l'Amérique du nord. Mais (entre autres accidents du même genre), ceux et celles qui, en France, se souvien-

ent de l'échouage de l'Amoco-Cadiz le 16 mars 1978 sur les récifs de Portsall, peuvent se faire « une idée » des conséquences à venir.

HUMEUR

Bonne volonté ou vent électoral ?

Des trois conférences internationales sur la protection de la couche d'ozone qui se sont déroulées au cours de la première moitié du mois de mars 1989 (voir le Monde libertaire de la semaine dernière), c'est sans doute la conférence de La Haye qui aura eu le plus de publicité dans les médias. Plusieurs quotidiens français ont publié le texte qui en a résulté, accompagné des 24 signatures présidentielles. Ce texte est également paru dans les quotidiens de nombreux pays du monde.

On pourrait nous objecter que la quantité ne fait pas la qualité. Mais parmi les régions les plus « polluantes » de la planète, il y avait tout de même des absences « remarquables ». Les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, sept pays de la CEE, dont le Royaume-Uni, ont boudé La Haye. L'utilité de cette conférence est donc sérieusement remise en question. Et quand à son efficacité ! Quelle que soit la « radicalité » des décisions prises (ce qui est loin d'être le cas), nous savons bien que les réglementations ne servent que pour ceux et celles qui n'ont pas les possibilités (entre autres économiques) de les contourner. En ce qui concerne les formes de dégradation de l'environnement, nous en avons des exemples quotidiennement. En l'occurrence, il ne s'agit pas de « loi de la jungle », comme certains peuvent l'affirmer, mais de la loi du fric ! Une diminution conséquente et durable des formes de pollutions passera donc forcément par un changement dans les structures de la société humaine.

CHRISTIAN (liaison d'Evreux)

PRISONS

Quels meneurs ?

FIN des années 70 : des centaines de prisonniers, soutenus par des mouvements forts, combattent les quartiers de haute sécurité (QHS). Fin des années 80 : des milliers de prisonniers, soutenus par un mouvement divisé et affaibli, luttent contre les quartiers d'isolement (QI). Autres temps, autres luttes, même ennemi : la prison de l'Etat.

Car le combat contre les QHS n'est pas le même que celui mené, aujourd'hui, contre les QI. D'abord, parce que les deux types de répression diffèrent. Quand les QHS ont été mis en place, en 1975, leur instigatrice, Hélène Dorlhac, les destinait aux « vedettes » du grand banditisme, aux prisonniers considérés comme dangereux en fonction des délits commis, des appuis qu'on leur supposait à l'extérieur et, enfin, pour leur dangerosité présumée en prison.

Tuer par l'isolement

Les quartiers d'isolement reposent certes sur le même principe que les QHS : anéantir le détenu supposé dangereux. Mais cette fois, il ne s'agit plus seulement, voire plus du tout, d'empêcher une évasion; et les prisonniers qui sont soumis à ce régime ne sont pas forcément, loin s'en faut, des « vedettes » de la prison ou des prisonniers politiques. Car le véritable but des quartiers d'isolement est de prévenir la « contamination » de la détention par des prisonniers jugés trop rebelles, trop combattifs.

Soutenir que seuls les prisonniers politiques, ou les prisonniers de droit commun ayant adhéré, en prison, à une idéologie politique clairement définie, relèveraient d'une certaine méconnaissance de la question carcérale : d'après les derniers chiffres de la Chancellerie, datant de l'été 1988, 460 prisonniers étaient incarcérés en quartiers d'isolement, dont moins d'une centaine de prisonniers politiques. Or, à l'époque, la France comptait près de 200 prisonniers politiques, entre les Corses et les Kanaks (dont beaucoup ont été libérés depuis), les Basques, les indépendantistes de l'ARC et une dizaine de militants membres, proches ou supposés proches, d'Action directe. Or, aucune de ces catégories de prisonniers politiques n'a fait l'objet d'un isolement systématique : certains d'entre eux étaient certes étiquetés DPS (détenus particulièrement surveillés), mais pas totalement isolés. Tandis qu'à la même époque, 400 prisonniers anonymes, incarcérés pour des motifs rien moins que politiques, étaient soumis à l'isolement total.

La Chancellerie s'est pourtant appliquée, ces dernières années, à présenter systématiquement les luttes de prisonniers comme étant le fait de prisonniers proches ou membres d'Action directe. De fait, une des luttes les plus médiatisées contre l'isolement carcéral a été l'interminable grève de la faim observée par quatre militants d'Action directe, de décembre 1987 à février 1988. Cette lutte portait deux revendications : celle du statut de prisonnier politique, qui, a priori, pouvait être

rejointe par d'autres catégories de prisonniers politiques; et la fermeture des quartiers d'isolement, qui avaient déjà, à l'époque, provoqué les mutineries de Saint-Maur et de Besançon. Or, les militants d'Action directe n'ont été rejoints que par un, trois ou quatre prisonniers de droit commun, souvent plus par affinités personnelles que dans une optique véritablement politique.

On aurait pu en déduire un désintérêt des prisonniers de droit commun pour la question de l'isolement. Or, dans les mois qui suivirent, la révolte d'Ensisheim, le mouvement des plates-formes et, surtout, la grève des plateaux de près de 10 000 prisonniers demandaient, comme revendication prioritaire, l'abolition des quartiers d'isolement (accompagnée, pour les deux derniers mouvements, de la revendication de l'amnistie pour les mutins d'Ensisheim).

Un mouvement social

On comprend néanmoins que la Chancellerie se soit acharnée à dénoncer des meneurs politisés, exactement dans la même mesure que Rocard, au cours des conflits sociaux de l'automne, a cru voir des trotskistes partout, jusqu'à l'hallucination. Le but était le même : de même qu'il était plus facile d'accuser une poignée de prisonniers politiques et politisés de semer la révolte en prison (justifiant, par là même, les QI), le gouvernement préférait imputer les mouvements sociaux aux trotskistes plutôt que d'admet-

tre l'existence d'un malaise social profond.

Cette comparaison s'impose d'autant plus que le mouvement des prisonniers est, lui aussi, un mouvement social. L'immense majorité des prisonniers n'est pas constituée de monstres, ou de fous, mais d'hommes et de femmes conduits à la délinquance par une société qui ne leur proposait qu'humiliation, précarité, misère. Leur lutte contre l'anéantissement, pour leur dignité, ne doit rien — ou si peu — à de quelconques militants politiques. Ceci résulte sans doute autant de la dépolitisation actuelle d'une grande partie de la population, que de l'interdiction scandaleuse de faire de la politique en prison.

Le mouvement des prisonniers, amorcé cet automne, n'est pas un frémissement d'irresponsables manipulés par des activistes, mais un mouvement social d'hommes et de femmes qui tentent de s'organiser pour contrer la pire forme de répression qui soit aujourd'hui : l'enfermement. Et les prisonniers sont tout-à-fait capables de s'organiser sans l'appui de militants politiques. A nous, militants révolutionnaires anarchistes, de les soutenir — et non de les guider — dans leurs luttes, si nous en avons la volonté. Lutter, aux côtés des prisonniers, contre les prisons d'un pouvoir auquel nous ne reconnaissons aucune légitimité, ce n'est certes pas notre seul combat. Mais c'est aussi notre combat.

Pascale CHOISY

ANTIFASCISME

La fête et la lutte

LA construction de l'Europe du capitalisme et de la xénophobie avance à grands pas. Les accords de Shengen de 1992 sont l'aboutissement d'une harmonisation et d'un renforcement de l'exclusion, par les différentes législations des pays européens, dans les domaines de l'immigration ou du droit d'asile. Le développement des différentes formations d'extrême droite (voir les résultats obtenus en France par le Front national, en RFA par « Die Republikaner » à Berlin ou le NPD [parti néo-nazi] à Francfort) et la « droitisation » des sociétés occidentales, que traduit les politiques sécuritaires et de contrôle social des différents gouvernements, doivent amener les forces qui se battent pour une Europe ouverte et solidaire, une Europe de la citoyenneté, une Europe de l'égalité sociale et économique, une Europe de la solidarité avec les peuples colonisés et dominés, une Europe de l'entraide à s'organiser, à prendre des initiatives de débats, de réflexions et d'actions.

La journée du 22 avril, décidée par l'ensemble des participants à la conférence de Berlin au mois de novembre (conférence qui réunissait des collectifs et associations antifascistes, antiracistes et antisexistes des pays européens) symbolisera la nécessité et l'urgence d'échanges et de pratiques communs dans nos différents pays, pour qu'existe un mouvement fondé sur des collectifs de base qui reprennent les objectifs cités ci-dessus.

A Paris, un collectif s'est constitué, regroupant des associations ayant des objectifs divers (antiracisme, antifascisme, droit d'asile, etc.), qui manifesteront ce 22 avril à partir de 15 h, place de l'Europe. Dans toute l'Europe des manifestations auront lieu avec pour mots d'ordre : « Pas de citoyen, citoyenne de seconde zone », « Pour une Europe ouverte », « Pas d'expression pour les fascistes ».

Le 14 avril, un concert organisé par le SCALP et REFLEX sera aussi l'occasion de parler de ces thèmes et de donner la parole à différents collectifs : contre les bavures et crimes policiers, contre les expulsions, pour le droit d'asile...

Il s'agit aujourd'hui pour chaque collectif de dépasser ses propres limites, afin d'être capable de prendre avec d'autres des initiatives locales, mais aussi de prendre en compte que les lois et les répressions subies sont de plus en plus européennes. La construction de l'Europe des « Etats-nations » doit être l'occasion de reposer les fondements et les mythes construits depuis la révolution industrielle par l'Etat français, pour y opposer une France et une Europe de la citoyenneté fondées sur le droit pour chaque résident à l'égalité des droits économiques sociaux et culturels.

S. R.

La fête du 14 avril, la lutte le 22 avril (inspiré du slogan basque : « Besta Bai, borroka ere bai », la fête oui, mais la lutte aussi).

Le 14 avril : concert Géronimo à l'Ecole du Cirque, 2, rue Clôture, 75019 Paris, avec Laid Théardier, Dirty District, ND, The Brigades, Les Kamioners du Suicide (50 F, à 18 h 30).

Le 22 avril : manifestation à 15 h place de l'Europe. Signataires : JARASH, « SOS-Ça Bouge », Comité de soutien aux réfugiés basques, SCALP, Comité Malika, Sans-Crayates, REFLEX. Affiches et tracts disponibles à REFLEX, 14, rue de Nanterre, 75015 Paris (répondeur : 42.50.99.43).

Le dernier numéro spécial de Réflexes est consacré à l'Europe.

MILITARISATION DE L'ENSEIGNEMENT

La riposte se prépare

LE Monde libertaire vous a déjà fait part de la signature, le 25 janvier dernier, d'un nouveau protocole d'accord entre l'armée et l'Education nationale (voir Monde libertaire n° 738 du 9 février 1989). Le protocole (voir encadré), qui est la suite logique de celui signé en septembre 1982 par Hernu et Savary (alors ministres de la Défense et de l'Education) a été accueilli par un black-out quasi-total de la presse de gauche, et une désinformation en bonne et due forme de la presse de droite. Notons aussi que plus de 2 mois après sa

signature, le texte du protocole n'est pas encore paru au Journal Officiel, ni au BOEN.

Portant les signatures de Lionel Jospin et de Jean-Pierre Chevènement, le nouveau protocole veut renforcer l'intrusion de l'armée dans l'école et la faire participer comme coéducatrice à notre formation. Déjà, avec le protocole Hernu-Savary, on était bien garni : l'armée participe à des centaines de PAE (Projets d'action éducative), les DEA et DESS Défense se développent, ainsi que les « conférences » de généraux dans les lycées et

les universités, et des dizaines de milliers de personnes participent aux journées Sport-armée-jeunesse.

Maintenant, non seulement on va renforcer tout ceci, mais on va aussi trouver le moyen d'attirer vers l'armée des jeunes qui auraient été voués au chômage, ainsi que les futures élites ; non seulement on va donner des conférences aux élèves, mais on va aussi « former les formateurs » à l'esprit de défense.

Le pourquoi de la chose

« L'école et la défense ont le même objectif : la liberté » : c'est ainsi qu'est introduit le protocole. Mais de quelle liberté s'agit-il ? De

celle au moyen de 2 institutions (en ce qui nous concerne) : les forces armées d'une part, et l'école de l'autre. Pour ce qui est de l'armée, c'est évident : dès que les intérêts de l'Etat sont menacés, à l'étranger comme à l'intérieur du pays, celui-ci va réagir en envoyant ses troupes.

Pour ce qui est de l'école, son rôle est plus pernicieux. Ecoutons Chevènement : « Dès son origine, l'Ecole de la République a bravement assuré sa mission civique et patriotique ». En éliminant, à travers la sélection, tout ce qui est « hors-norme », l'école va, à travers des cours où la créativité est niée, la réflexion empêchée, et où tout est fondé sur la répétition, véhiculer les messages, les valeurs du système. En général, ça marche assez bien. Mais, en temps de crise, on a peur que certains jeunes ne dévient de la voie qui leur avait été tracée. D'où l'introduction de l'instruction civique, dans laquelle l'armée a un rôle important à jouer, et un bénéfice à tirer : à travers un certain endoctrinement, elle vise à mieux se faire accepter pour que, la déclaration de guerre signée, on soit tous prêts à marcher au pas.

Le protocole est donc très dangereux et entre dans toute une logique de militarisation : l'armée, qui admet pour valeurs la soumission, l'autoritarisme, le nationalisme, la violence, le massacre ; l'armée, l'école du crime, va faire son irruption dans l'Education nationale.

La riposte s'organise

On peut noter que le protocole a été signé alors que tous les enseignants étaient mobilisés sur le problème du Plan Jospin. Les états-majors syndicaux, fidèles à eux-mêmes, n'ont presque pas réagi (sauf la tendance Ecole Emancipée de la FEN).

Cependant, très rapidement, s'est monté un « Collectif contre l'armée à l'école ». Une trentaine d'organisations ont signé son appel :

- faire connaître le protocole d'accord Défense-Education nationale signé le mercredi 25 janvier par Chevènement et Jospin, ainsi que le danger qu'il représente ;
- le faire abroger sans condition ;
- faire cesser la militarisation de l'enfance et de l'enseignement ;
- bâtir une véritable pédagogie de la paix et de l'amitié entre les peuples.



Parallèlement, un appel a été signé par plusieurs personnalités. Des tracts informant sur la situation ont été tirés. De plus, le Collectif contre l'armée à l'école se réunit régulièrement ; la prochaine réunion, ouverte à tous, aura lieu le jeudi 20 avril, à partir de 19 h, au 12 de la rue des Fossés-Saint-Jacques (Paris V^e). A retenir !

Jean-Marie et J.-R. L. (CLEA, animateurs de l'émission « Dazibao » sur Radio-Libertaire)

On peut contacter le Collectif contre l'armée à l'école au 4, rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne.

Le protocole

Ce protocole a un seul mérite : être clair. Il comporte 7 points, résumés ci-dessous (les citations entre guillemets proviennent du texte officiel).

1. Les jeunes gens, lycéens ou étudiants, « sont mal informés des différentes possibilités qui leur sont offertes pour accomplir le service national et sur les carrières militaires ». Le ministre de la Défense va donc filer aux CIO et bibliothèques des fascs et des lycées des produits (brochures, vidéos, etc.) vantant les mérites de l'armée. De plus, des conférences pour les élèves et les conseillers d'orientation seront organisées à cet effet.
2. « Indépendamment des connaissances et savoir-faire professionnels que l'armée dispense aux appelés, elle va renforcer son action éducative dans 3 domaines » : lutte contre l'illettrisme, instruction civique et apprentissage des langues vivantes.
3. Des jeunes profs qui sont « actuellement exemptés ou réformés seront affectés à des tâches d'enseignement ». De plus, les militaires en fin de carrière « pourront exercer des fonctions dans l'Education nationale ».
4. Les enseignants seront formés par des militaires aux questions de défense, et on renforcera dans les manuels scolaires les chapitres sur la Défense nationale.
5. En collaboration avec les universités et les grandes écoles, de nouveaux centres d'enseignement supérieur et de recherche sur les questions de défense (stratégie, armement, etc.) seront créés.
6. « Les activités physiques et sportives seront l'occasion de développer chez les élèves et les étudiants l'éducation civique et l'esprit de défense ».
7. Renforcement de la commission armée-éducation, créée en 1982, chargée d'appliquer l'actuel protocole. Chaque groupe de travail comprendra 2 personnes du ministère de la Défense et une de l'Education nationale.

On peut se procurer le texte complet en écrivant au Collectif contre l'armée à l'école ou à la CLEA, 145, rue Amélot, 75011 Paris.



J.-P. Chevènement.

la « liberté de la nation », nous répond-t-on, c'est-à-dire de la liberté de l'Etat français, ce qui n'a rien à voir avec notre liberté (et, au contraire, s'y oppose).

L'Etat est à l'origine de la plupart des injustices, et afin qu'une minorité en profite, il va les faire perdu-

PRISONS

Opération prison morte

CES dernières semaines, nous avons régulièrement entendu parler d'opérations prison morte. Mais il faut s'entendre sur les mots. Il aurait été paradoxal que les matons décident de détruire la taule. C'est leur outil de travail. On ne tue pas la poule aux œufs d'or.

En réalité, ces actions syndicales ne constituent rien d'autre qu'un ensemble de brimades supplémentaires. Quand on sait à quel point les surveillants s'en donnent à cœur joie, en temps normal, il est clair que les détenus se seraient bien passés de ces mesures répressives.

Opération prison morte, cela signifie suppression des parloirs visiteurs et avocats. Or, nous savons qu'un détenu sur quatre seulement reçoit des visites de sa famille. Il est facile d'imaginer l'importance des visiteurs pour une bonne partie des prisonniers qui ne voient jamais personne de l'extérieur. De même, dans un univers où l'individu est en situation d'inculpé, de présumé coupable ou de condamné, l'avocat devient un interlocuteur privilégié. C'est celui qui assure la défense. Même si cela se passe dans un contexte digne du Grand Guignol, où les dés sont pipés et les résultats connus d'avance.

Ce sont presque toujours les prolos, les sous-prolos, les chômeurs, les immigrés et autres marginaux qui vont en cabane.

Opération prison morte, cela signifie aussi fermeture des ateliers, retards ou suppressions de cantine, activités retardées ou supprimées.

Les matons ont toujours pris bien soin d'annoncer qu'ils ne toucheraient ni aux promenades ni aux parloirs des familles. Ce qu'ils ont passé sous silence, c'est qu'à plusieurs reprises et dans beaucoup d'établissements, ils les ont, au moins, retardés.

« Faire monter la pression »

Toute personne qui sait à quel point les taulards sont à cran, quand ils attendent une visite de l'extérieur ne peut que déduire de ces pratiques une évidente volonté « syndicale » de provoquer les détenus. Dans leur grande majorité, les surveillants se sont bien gardés d'avouer qu'ils essayaient de jeter de l'huile sur le feu. Heureusement pour nous, qui ne sommes pas dupes, quelques-uns d'entre eux ont mangé le morceau et dit haut et fort ce que beaucoup pensaient tout bas : « On va faire monter la pression. Quand ils auront tout cassé, on

pourra discuter » (Le Monde libertaire du jeudi 2 mars 1989).

Les prisonniers ont fait preuve d'une grande maturité. Ils ne sont jamais tombés dans le panneau. Et les fiers-à-bras de la provocation en ont été pour leurs frais.

Pour les libertaires, opération prison morte, évoque immanquablement la destruction de la prison. Simple question de sémantique, penseront certains. Mais il s'agit de bien plus que cela. Nous ne pouvons pas laisser les matons occuper le terrain de l'agitation carcérale ! Et certaines formules, si elles ne prêtent pas à confusion, risquent de rester synonymes de lutte ou de stratégie légitime.

C'est pourquoi nous tenons à les dénoncer avec force. Les opérations prison morte n'ont rien été d'autre que des manipulations sordides, parce que trop faciles. Les surveillants ont le pouvoir sur les taulards. C'était un jeu pour eux de les brimer par rapport aux seules activités qui leur restent. C'est le mécanisme habituel de l'oppression. Celui qui a le pouvoir abuse de celui qui est sous sa coupe.

Pour nous, il n'existe qu'une seule opération prison morte, c'est la mort de la prison.

Jacques Lesage de La Haye

RFA

Le triomphe des Républicains

Le parti « Die Republikaner », les Rep's, a obtenu le 29 janvier 1989 aux élections régionales de Berlin-ouest exactement 90 140 voix, qui lui donnent 11 sièges au Sénat. Participant pour la première fois à des élections dans l'ancienne capitale du Reich, ce parti s'est fait plébisciter dans tous les districts au-dessus de la barre fatidique des 5%, avec une moyenne globale de 7,5% des voix. Ce raz de marée brun garanti, dès les prochaines élections fédérales, deux sièges au Bundestag pour les Rep's, si d'ici-là il ne devait pas y avoir de nouvelles élections à Berlin-ouest...

Contrairement à ce que leur nom — les Républicains — pourrait laisser entendre, ces derniers ne se proclament pas les héritiers de la première République fédérale allemande, qui fête son quarantième anniversaire, mais sont des partisans de « l'ordre de la loi » de la « Grande-Allemagne au-dessus de tout ». Le parti des Rep's fut fondé en 1983 en Bavière par un dissident de la CSU de Franz Josef Strauß, Franz Handlos, pour manifester le refus de la politique de détente entre l'Est et l'Ouest. Le crédit d'un mil-

liard de DM à l'Allemagne de l'Est servit de prétexte à la création de ce nouveau parti, qui double sur sa droite la déjà très droitière CSU. Après des querelles internes, Franz Handlos devait quitter les Rep's pour laisser la présidence à un journaliste de la télévision bavaroise, Franz Schönhuber. Ce dernier, fier comme un pape de son passé hitlérien dans les Waffen-SS, fut licencié de la télévision pour apologie dans un bouquin de ses hauts faits d'armes. Sous le titre « *Oui, j'y étais* », on peut lire que les Waffen-SS étaient des soldats comme tous les autres, des serviteurs dévoués à leur patrie... En plus de sa lettre de licenciement, Schönhuber reçut de la télévision bavaroise un chèque d'indemnité d'un million de francs français et une rente mensuel de 25 000 FF ! Son bouquin lui a d'ailleurs rapporté au moins autant.

Au début de l'année 1989, les Rep's comptaient quelques 8 000 membres, dont la moitié en Bavière. Depuis les élections de Berlin-ouest, c'est par centaines que se chiffrent chaque semaine les nouvelles adhésions. L'âge moyen des Rep's est de 30 ans et près de la moitié des mem-

bres sont des fonctionnaires des corps de police, de l'armée et des douanes. Aussi n'était-ce pas un hasard que leur tête de liste aux élections berlinoises soit un flic galonné !

Le programme des Rep's tourne autour de deux points : les étrangers et la réunification de l'Allemagne. La première phrase de leur programme électoral commençait par : « *Dans toute l'Allemagne...* », mais laissons à Schönhuber le soin de préciser ses positions : « *La réunification est prioritaire, elle est même plus importante que l'ancrage de la RFA dans l'OTAN* », ou bien « *l'unification de l'Allemagne est un ordre de Dieu* ». Quant aux étrangers, le président des Rep's affirme : « *Les Rep's aiment les Turcs. Les Turcs ont le droit de travailler. Leur place est de travailler en Turquie* ». Dans le même ordre d'idées, « *Celui qui tient des propos antisémites chez nous aura directement affaire à moi* », c'est-à-dire à Schönhuber, qui continue « *petit à petit, on a l'impression en tant qu'Allemand, que le Conseil central des juifs est la cinquième force d'occupation sur le sol allemand*... pour finir... « *Nous n'acceptons pas que notre histoire soit réduite à celle d'Auschwitz* ». Schönhuber trouve d'autre part que « *Toute les armes atomiques devraient aller à la ferraille, mais tant que d'autres pays en possèdent, alors il est de notre devoir que l'Allemagne en possède aussi* ».

Apparemment, le plus étonnant dans le résultat des élections de Berlin-ouest est que les Rep's n'ont pratiquement fait aucune campagne électorale. Sans argent, sans affiches, un seul meeting peu rempli — 400 personnes — et une seule controverse sur un spot de télévision à contenu raciste ont fait parler des Rep's. Ce résultat de 7,5% n'est pourtant pas inattendu. D'abord, la CDU locale suit depuis des années une politique asociale : augmentation sauvage du prix des loyers, diminution des indemnités de chômage. Ensuite, le ministre de l'Intérieur a mené une politique offensive contre les étrangers : en 1988, près de 1 000 demandeurs d'asile ont été expulsés de Berlin-ouest à destination de territoires en guerre dans lesquels ils sont personnellement menacés de tortures. Ce terrain raciste labouré a permis aux Rep's de ramasser la récolte des semences de la CDU. Enfin, l'extrême droite est extrêmement divisée en RFA, or le monopole accordé aux Rep's par les alliés en tant que seule force politique d'extrême droite à pouvoir participer aux élections à Berlin fit converger et s'unir une masse inorganisée avec des sectes aux idées abjectes. Ce tour de passe-passe pour mélanger petite-bourgeoisie inquiète de son avenir avec des fonctionnaires épris de vieilles traditions d'ordre prussien, et des racistes et fascistes affichés, fut également facilité par le secrétaire national des Rep's, qui est entré et sorti deux fois du NPD !

Le renouveau des forces d'extrême droite en RFA

Le NPD (parti néo-nazi), avec ses 6 500 membres, et le DVU (union du peuple allemand), avec en 1988 ses 20 000 membres, ont signé depuis belle lurette un pacte d'alliance. Par exemple, le NPD et le DVU iront ensemble aux élections européennes, places paires pour le premier, places impaires pour le second. Le pactole publicitaire est de plus de 60 millions de francs français pour cette seule élection. Le NPD soigne les contacts avec les anciens admirateurs et compagnons d'armes d'Hitler et a ses infiltrations dans les groupuscules

armés d'extrême droite, du genre de celui de Michael Kuhnen. Le DVU est plus prudent dans sa terminologie et ne peut ignorer que près de la moitié de ses membres ont prêté serment sur la Constitution et sont passibles de sanctions disciplinaires dans leurs professions.

Contrairement aux Rep's, le NPD et surtout le DVU sont bourrés de fric et possèdent un empire de presse (style *Minute*), des boîtes de disques (chants hitlériens), etc. Le DVU vient de prospecter en grandeur nature tous les foyers ouest-allemands. Il a expédié par la poste, en 28 millions d'exemplaires, un questionnaire à chaque foyer pour racoler de nouveaux membres. Plus de 500 000 réponses positives « *Il y a trop d'étrangers* », « *L'Allemagne aux Allemands* », etc.), et plus de 10 000 demandes pour devenir membre prouvant l'intérêt de cet investissement.

Certes, la rivalité entre Gerhard Frey, chef du DVU, et Franz Schönhuber, chef des Rep's, est énorme. Frey traite Schönhuber de « *Caméléon politique* » et l'autre lui répond « *Marchand de souvenirs et d'emblèmes nazis* ». Mais les programmes des Rep's, du DVU et du NPD n'ont, d'après un spécialiste des renseignements fédéraux, pratiquement aucune différence si ce n'est d'ordre philosophique. Déjà, dans plusieurs villes de Hesse et de Rhénanie, les bases de ces trois partis ont décidé de passer par-dessus les querelles de chefs pour, localement, s'allier aux élections. Frey entretient des relations avec Le Pen et s'en réclame, alors que Schönhuber a aussi des relations avec Le Pen, mais préfère ne pas en parler.



Le grand affrontement entre les deux chefs de « l'Allemagne d'abord » aura-t-il lieu avant les élections européennes, afin de ne présenter qu'une seule liste Rep's-DVU-NPD avec 8 à 12% de voix ou après, c'est-à-dire si les deux camps veulent d'abord compter leur audience séparément ? Personne n'est en mesure de répondre actuellement. La seule chose certaine est que la CDU, et encore plus la CSU, sont en train de radicaliser à droite leurs positions sur toutes les questions traitant des étrangers. Et sur ce terrain brûlant, elles auront beaucoup à faire... la surenchère pour fêter (sic !) le centième anniversaire d'Hitler, le 20 avril 1989, a déjà commencé parmi les nazillons de toutes obédiences !

Pour 65 millions de citoyens ouest-allemands, la RFA ne compte que 4,2 millions d'étrangers. Par an, ce sont quelques 100 000 personnes qui viennent y chercher asile. Le nombre des travailleurs immigrés, environ 2,3 millions (c'est-à-dire la moitié des étrangers), est à peu près constant, les départs définitifs étant juste compensés par l'arrivée de femmes et d'enfants rejoignant le mari et le père déjà installé en RFA.

Sur les 65 millions d'Allemands de l'Ouest, quelques 10 millions sont venus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de l'autre côté du « rideau de fer » et ont contribué d'autant plus au boom économique qu'une bonne partie

d'entre eux avaient été formés aux frais des pays de l'Est (ingénieurs, techniciens, profs et toubibs).

Depuis le milieu des années 80, et plus fortement avec le vent de glasnost, une deuxième vague d'immigrants de souche allemande arrive en grand nombre en RFA : 230 000 en 1988 et 350 000 sont attendus en 1989. Ce sont des Allemands à part entière sur le plan légal. Or, la majorité des personnes de cette deuxième vague ne parle pas un mot d'allemand, aussi l'Etat leur offre-t-il six mois de cours de langue avec un salaire net plus élevé que les plus fortes indemnités de chômage et priorité absolue pour obtenir un logement social. Ceci paraît, aux yeux du chômeur arrivé en fin de droit et aux familles en attente depuis des années d'un logement social, comme une pure et simple provocation et crée un « racisme inter-allemand » entre les nouveaux venus de l'Est et les défavorisés de l'Ouest.

A cette nouvelle forme de racisme s'ajoute l'anti-communisme le plus primaire, qui reste souvent le seul lien commun des nouveaux venus de la deuxième vague. Un peu comme les « pieds-noirs » français venus d'Algérie, ils représentent un énorme potentiel pour l'extrême droite ouest-allemande. Et justement, la surenchère des Rep's, du DVU et du NPD vise à utiliser ce contexte pour réaffirmer leurs ambitions de réunification des deux Allemagne !

Au total, en comptant les étrangers, les travailleurs immigrés et les demandeurs d'asile avec les Allemands venant de l'Est, ce sont quelques 500 000 personnes qui sont attendues en RFA à Berlin, en 1989. Sur fond de fort taux de chômage et de grand manque de logements, la situation de la ville semble bel et bien « explosive ».

L'extrême droite triomphe et se voit au seuil d'un avenir lumineux. La CDU se droite et a perdu sa branche extrême. Le FDP est porté disparu. Les attentes et la pression sur l'Alternative Liste sont énormes (l'Alternative Liste est la branche locale des Verts). Le SPD discute parallèlement avec l'Alternative Liste et la CDU sur les formes et possibilités d'obtenir une majorité parlementaire pour gouverner. Ce qui permet aux sociaux-démocrates — avec la menace d'une grande coalition SPD-CDU — d'exiger de l'Alternative Liste une révision déchirante de son programme, et une adaptation totale aux règles du système établi, sans avoir besoin eux-mêmes d'offrir grand-chose en contre-partie.

La situation particulière de ces élections a pourtant une signification générale pour la RFA. Le changement des structures sociales dans les villes et la modernisation des modes de production accentuent le rejet d'une partie croissante de la population, malgré l'augmentation réelle des biens. L'inégale distribution du travail et la scandaleuse répartition des richesses sont en train de créer un rejet des étrangers ; oui une haine raciale se développe dangereusement. Les changements structurels seront amplifiés et multipliés par le marché unique en 1993. La lente, mais continue, diminution de la population ouest-allemande est, et sera, compensée par de plus en plus d'étrangers pour satisfaire les besoins sélectifs des multinationales. Seule l'acceptation d'une société multiculturelle et multiraciale offre des perspectives émancipatrices et progressistes.

Relations internationales

Source : dossier de presse Die Grünen, février 1989.

RFA

Le paragraphe 129 a

Le paragraphe 129 a, prétexte juridique à de nombreux procès visant à détruire le mouvement autonome-anarchiste allemand, n'est pas nouveau dans la législation allemande : il apparaît pour la première fois en 1871 dans le code du Reich nouvellement constitué sous l'égide prussienne. Il était dirigé contre « *les bandits ordinaires organisés en associations criminelles* ». Entre 1877 et 1890, les Prussiens s'en servirent principalement pour protéger la monarchie contre la « Révolution social-démocrate », parallèlement à la fameuse « loi socialiste ». Cela a permis d'expulser des milliers de sociaux-démocrates, d'anarchistes et de syndicalistes.

Le paragraphe survivra facilement à la Révolution de novembre

et à la République de Weimar. Il va de soi que le national-socialisme a recouru, tout en créant ses propres lois répressives, au paragraphe 129. Une légère suspicion, la possession de littérature critique suffisaient alors pour licencier les gêneurs, les faire disparaître en prison ou dans les camps de concentration.

La légende de « l'heure zéro », après-guerre, est aussi démentie par la continuité avec laquelle le paragraphe 129 fut employé contre le parti communiste (KPD) et les adversaires de la remilitarisation, après la fondation de la « Bundeswehr » pendant les années 50. Par ailleurs, on ne cessait de modifier et d'élargir le texte du paragraphe. Si on pénalisa d'abord « *Les fondateurs et membres d'une association criminelle* », ce fut vite « *Le soutien et la propagande pour une association terroriste* ».

Le 1^{er} janvier 1987, en élargissant considérablement la liste des « *activités terroristes* » — avec la définition suivante : « *perturbation d'entreprise publique* » — le blocage des voies ferrées, le sciage de pylônes, mais aussi l'absence de courant lors des grèves dans une centrale d'électricité deviennent des actes criminels, punissables jusqu'à 15 ans de prison. Actuellement, l'Etat se sert de ce paragraphe prioritairement pour enquêter sur les structures du mouvement d'extrême gauche, afin de légaliser l'écoute téléphonique, la surveillance du courrier, les perquisitions. Seule une minorité de ces instructions pénales mène à l'accusation. Dans ce cas, la police peut obtenir des mandats d'arrêt sans justification, surveiller le courrier de l'avocat, exclure les avocats du procès, installer une glace de séparation lors des visites, exiger l'isolement de l'accusé.

Tous les « *procès 129* » ont eu lieu en première instance devant les cours régionales suprêmes, de sorte que tout appel est exclu. Qui oserait parler d'un « *Etat de droit* » ouest-allemand ?

Relations internationales

Antimilitarisme en Suisse

En Suisse, à la fin de l'année dernière, s'est constitué un Syndicat suisse des objecteurs. A l'heure actuelle, il regroupe déjà 600 membres. L'organisation se veut décentralisée, basée sur des groupes locaux, et fait appel non seulement aux objecteurs de conscience, mais à toute sorte d'objecteurs dans le domaine des services militaires. Par exemple, ceux et celles qui refusent de travailler dans le cadre de la « *coordination au service médical* ». Ce service est obligatoire pour les femmes travaillant dans le secteur de la Santé dans huit cantons ! Les informations, tracts et statuts de l'organisation sont disponibles à l'adresse suivante : Schweizerisches Syndikat der Verweigerer und Verweigerinnen, Postfach 2, CH-3000 Bern 11.

Relations internationales

Source : « *Direkte Aktion* » n° 74.

PORTUGAL

L'influence de Proudhon sur la CGTP

L'ANNÉE 1989 est, fondamentalement, une année de réflexion pour les libertaires portugais ; cela fait soixante-dix ans que notre journal, *A Batalha*, est apparu, ainsi que la Confédération générale du travail (CGT). De là, apparaît la nécessité de repenser aux conditions politiques, sociales, économiques et surtout idéologiques du Portugal de 1919, qui vit naître simultanément la CGT et son organe, *A Batalha*.

Notre propos n'est pas ici de faire de l'histoire, mais de réfléchir à voix haute sur certains aspects qui ont à voir avec l'apparition de la CGT et de *A Batalha*, son importance durant la Première République, son développement et son déclin. Tout cela sera d'ailleurs aussi discuté autour de la figure de Proudhon et de ses influences dans le mouvement politique, syndical, social qui s'opéra au Portugal dans la période historique considérée.

Proudhon : l'œuvre, les thèmes

Parlant de Proudhon, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit que son œuvre touche à une multitude de problèmes : tout d'abord, le régime économique (comme dans *Qu'est-ce que la propriété ?*, de 1840, et *L'Organisation du crédit*, de 1848), l'organisation sociale (comme *Solution du problème social*, de 1848, et *De la capacité politique de la classe ouvrière*, de 1865), le problème de l'Etat (*Les Confessions d'un révolutionnaire*,

ni dogmatique) : qu'est la question du fédéralisme. Il est important de rajouter que tous ces problèmes ont été abordés par les penseurs portugais dans la seconde moitié du XIX^e siècle, parmi lesquels Amorim Viana, Oliveira Pinto, José Frederico Laranjo, Antero de Quental, Oliveira Martins, Silva Mendes et des penseurs de la CGT, comme Manuel Joaquim de Sousa et Emilio Costa.

Proudhon et l'AIT

Afin de nous rendre compte de l'importance de Proudhon, il nous faut parler de l'AIT. Nous pourrions la diviser en deux camps opposés : celui des « autoritaires » et celui des « anti-autoritaires ». Que ces expressions soient utilisées à un niveau théorique ou à un niveau pratique, elles correspondent à une réalité historique, mais représentent cependant des concepts un peu imprécis, vu que l'AIT a été un mélange de partisans d'Owen, de Mazzini, de Proudhon, de Blanqui, de Lassalle, de Marx, de Bakounine, etc. Il n'y a qu'en faisant table rase de cette réalité que nous pourrions accepter la thèse confortable des deux tendances dites principales : la thèse marxiste et la thèse bakouniniste. Déjà, ici, on aborde l'importance fondamentale de Proudhon, vu que dans la réalité l'idéologie des sections parisiennes était essentiellement proudhonienne ; l'influence de Bakounine en France a été nulle, même lors de la révolte blanquiste de

Alfredo Margarido, dans son livre *L'Introduction du marxisme au Portugal 1850-1930*, admet clairement que le plus grand obstacle à sa pénétration furent les adeptes de Proudhon, tant au niveau européen, tant au niveau national. Tout en cherchant constamment à dénigrer la pensée de celui qui s'est, pour la première fois, déclaré anarchiste, Alfredo Margarido ne réussit pas à éviter cette évidence lorsqu'il parle d'Amorim Viana : « (...) c'est le premier auteur portugais à opter ouvertement pour Proudhon, méconnaissant, oubliant ou réfutant Karl Marx. Comme il s'agit d'une option qui doit se maintenir dans la structure portugaise, dans la théorie et la pratique, il convient de la retenir et de lui donner l'importance qu'elle mérite ». Un autre auteur marxiste, Vítor de Sá, critique également Proudhon, le traitant de socialiste petit-bourgeois. Malgré les efforts de certains écrivains modernes cherchant à dénigrer l'anarchisme proudhonien, celui-ci continue à être un point incontournable, dont il faut partir pour écrire l'histoire du socialisme et des luttes sociales au Portugal.

La révolution, qui en 1910 abolit le règne des Braganças, fut plus l'œuvre des syndicalistes, des socialistes et des anarchistes que des éléments républicains, peu nombreux à l'époque. Toute la propagande faite durant le régime monarchique en faveur des institutions actuelles était moulée par les principes libertaires, et eut des porte-parole comme António José de Almeida, Magalhaes de Lima, Botto Machado, Arthur Leitao, Paneo Falcao Teles et d'autres, qui affirmèrent à divers tribunes que « la république ne serait seulement qu'un pont de passage pour un véritable régime d'égalité, fraternité et liberté » (Edgar Rodrigues, *Histoire brève de la pensée et des luttes sociales au Portugal*).

La CGTP et le PCP

En 1919, Alexandre Vieira, en qualité de premier directeur de *A Batalha*, écrivit en forme de présentation : « Avec l'apparition de *A Batalha* existe aujourd'hui une organisation ouvrière nationale, résultant de l'audace et du courage d'un groupe de travailleurs investis dans le développement de la centrale de syndicats portugais, la réalisation de l'une de ses plus chères aspirations de longue date. » Dans la confirmation de ce qui vient d'être dit, il faut avoir à l'esprit que le parti communiste n'est apparu qu'en 1921, résultant d'un fort impact de solidarité humaine avec le peuple russe qui mourrait de faim ! L'origine et la naissance du Parti communiste portugais part d'un caractère quasi original dans le processus de formation des partis communistes européens. De fait, alors que dans la majorité des pays, l'apparition de partis communistes résultait de scissions à l'intérieur des partis socialistes affiliés à la Deuxième Internationale, au Portugal, la création du PCP est dû à l'effort de certains syndicalistes révolutionnaires, anarchistes et anarcho-syndicalistes. « *Le Parti socialiste, qui fut fondé le 10 janvier 1875, réussit rarement à dépasser la phase groupusculaire et la propre évolution des expressions de lutte de classes au Portugal va accélérer son propre fiasco définitif en 1914, avec la création, à Tomar, de l'Union ouvrière nationale* », comme nous le signale César Oliveira dans *Le premier congrès du PCP*.

Ce furent, en fait, les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes qui, organisés au sein des syndicats, des unions de syndi-

cats, des fédérations d'industries, de certaines coopératives et collectivités populaires nombreuses et judicieusement distribuées du point de vue géographique, et surtout autour d'une imprimerie, qui vont constituer l'épine dorsale de l'Union ouvrière nationale, première structure fédérative à l'échelle nationale des travailleurs portugais. Comme le dit César de Oliveira : « Comme l'organisation anarchiste portugaise n'était pas publique et avait un fonctionnement quasi secret, et le Parti socialiste, en tant que force ouvrière, était inefficace, les idéologies dominantes dans le mouvement ouvrier furent le syndicalisme révolutionnaire de l'UON et l'anarcho-syndicalisme de la CGT. »

Malgré les erreurs commises, le syndicalisme révolutionnaire, dont l'expression la plus complète trouva écho dans l'UON et la CGT (créée en septembre 1919), ce fut la réelle alternative dans les conditions concrètes de la société portugaise. Peu nombreux sont les militants qui, à partir de 1919, créent la Fédération maximaliste portugaise sous l'impulsion de la Révolution de 1917, cherchant d'une façon ou d'une autre à être l'avant-garde

inscrits dans le chapitre I de ses statuts » :

« 1. L'association, sur la base fédérative autonome, de tous les travailleurs salariés du pays, pour la défense de leurs intérêts économiques, sociaux et professionnels, pour l'élévation constante de sa condition morale, matérielle et physique.

« 2. Développer, en dehors de toute école politique ou doctrine religieuse, la capacité de l'ouvrier organisé pour la lutte pour la disparition du salariat et du patronat et la possession de tous les moyens de production.

« 3. Maintenir les plus étroites relations de solidarité avec les centrales des autres pays, pour l'entraide, qui conduise les travailleurs du monde entier à leur émancipation intégrale de la tutelle oppressive et exploiteuse du capitalisme. »

Revenant à la position de Magalhaes Vilhena, l'aspect le plus important qui nécessite d'être éclairci est celui de la structuration politique du syndicalisme révolutionnaire. Apolitique serait, en effet, cette structuration, dans le sens où les syndicats visaient plus loin que ce



d'une alternative réelle et globale surgie au sein du mouvement ouvrier portugais ; ils ne peuvent rivaliser, à ce moment, avec la CGT qui, de 1919 à 1922, ne cesse de grandir. De tout ce qui a été dit, nous pouvons résumer en disant que jusqu'à la décennie des années 30, la CGT fut la force dominante du mouvement ouvrier. Sa disparition est due, en partie, à certaines débilites théoriques et à son incapacité à bouger et à s'organiser face au fascisme et à la croissance du PCP.

Magalhaes, un autre auteur marxiste, définit, dans son livre *Antoine Serge, l'idéalisme critique et la crise de l'idéologie bourgeoise*, le syndicalisme révolutionnaire portugais, qui fait ses premiers pas avant la proclamation de la République et aux alentours de la Première Guerre mondiale, « comme une structure apolitique attachée aux traditions des luttes syndicales purement économiques, ignorant que toute lutte de classes est une lutte politique », et plus loin, il ajoute « les responsables portugais du mouvement ouvrier et socialiste de cette époque (1910) étaient imbus de proudhonisme et marqués par l'influence anarchiste de Michel Bakounine ». Selon les statuts de la CGT, « l'orientation de *A Batalha* est inspirée dans la lutte de classes sociales, fondant sa doctrine dans les objectifs de la confédération,

qui pouvait résulter du simple jeu partisan et parlementaire, toujours à travers les moyens directs de l'action, avec comme but la révolution sociale ou la défense des libertés fondamentales.

Ayant l'ambition de la transformation de la société par la suppression du patronat et du salariat, le syndicalisme révolutionnaire n'ignorait pas, ne pouvait ignorer que « toute la lutte de classes est une lutte politique », avec comme moyens utilisés, par exemple l'abolition de l'Etat, qui serait remplacé par la libre organisation fédérative des producteurs et des consommateurs.

Il est évident, après tout ce qui a été dit, que l'anarcho-syndicalisme n'ignorait certainement pas le contenu politique de la lutte de classes, même s'il en a toujours rejeté son implication dans les problèmes partisans et électoraux. Il gagna, par là, en prestige et en estime auprès des travailleurs. Cela n'a pas été suffisant, vu ce qui s'est passé en 1927.

Francisco TRINDADE
Article extrait de « *A Batalha* »

Dans de prochains numéros du Monde libertaire, nous aurons l'occasion de passer des témoignages d'anciens militants anarcho-syndicalistes portugais sur la CGT.



de 1849, *L'Idée générale de la révolution au XIX^e siècle*, de 1859, et *Du principe fédératif*, de 1863), la philosophie (*Systèmes de contradictions économiques*, de 1846), la question de la justice (*De la justice dans la révolution et dans l'Eglise*, de 1858) et aussi les problèmes internationaux et la question nationale (*La Guerre et la paix*, de 1862, et *Les Traités de 1815*, de 1863).

Les principales questions soulevées par Proudhon furent les suivantes :

- la critique du capitalisme, d'où ressort une analyse critique de la propriété et l'analyse des contradictions économiques ;
- les classes sociales avec, fondamentalement, la grande bourgeoisie, la classe moyenne, la paysannerie et les classes ouvrières ;
- la critique de l'Etat ;
- la critique de la religion ;
- la dialectique et son objet, où sont soulignées la dialectique sociale et la réalité du social ;
- la philosophie sociale, où est justifié le travail, comme fait et comme valeur, la vie sociale et le problème de la justice ;
- la révolution sociale ;
- l'économie mutualiste, où il doit être tenu compte du principe des réformes, de l'agriculture mutualiste, de l'artisanat et des entreprises moyennes, des grandes entreprises et de l'organisation de la production et de sa planification.

Enfin, il y a le problème fondamental de tout ce système (ou plutôt de cet anti-système car ni autoritaire

Lyon, le 28 septembre 1870. La même chose peut être dite du marxisme en Angleterre ou en Allemagne, où les sections furent formées par des non-marxistes.

En ce qui concerne le Portugal, c'est à la méconnaissance totale des courants socialistes que l'on peut attribuer une référence décisive à Bakounine sur le mouvement ouvrier.

Proudhon et le mouvement ouvrier au Portugal

A la fin des années 1860 surgit au Portugal un type d'association — la coopérative — où l'on ne trouve ni l'influence de Marx ni celle de Bakounine, mais bien celle de Proudhon. De plus, à cette époque, Marx est un illustre absent, et pour ce qui est de Bakounine, seuls deux auteurs se réclament de ses postulats : Eduardo Maia et Nobre França. Nous pouvons déjà en conclure qu'au niveau international, et principalement en prenant en compte le Portugal, il n'y a pas de sens à réduire le mouvement ouvrier à un pseudo-combat marxiste-bakouniniste, vu qu'il « dérive, tout d'abord, d'une série de limitations nationales telles : les problèmes théoriques, la structure organisatrice et la composition sociale du prolétariat portugais », comme l'indique Carlos da Fonseca dans son livre *L'origine de la Première Internationale à Lisbonne*.

Il est aussi important de souligner, à ce sujet, que le marxiste

RÉVOLUTION FRANÇAISE

Le dossier « Vendée »

La guerre de Vendée suscite une polémique d'une violence inouïe. Il est vrai que l'épisode a été longtemps étouffé par l'histoire officielle, qui voulait glorifier 1789. Ce silence se paye aujourd'hui d'un retour de boomerang. Mais les « révélations » sur les massacres commis en Vendée vers 1794 n'ont pas fait progresser la connaissance historique. Au contraire, la polémique se déroule au mépris de toute méthode historique et sert parfois de curieux intérêts. Il existe depuis longtemps une école conservatrice qui cherchait à récupérer la mémoire des Vendéens. Son audience est restée limitée jusqu'à l'essor des clubs de la « Nouvelle Droite » (vers 1978). Il est bien connu qu'une idéologie se ressource par le « martyr », et la Vendée devint un étendard faute des exemples fascistes guère présentables (1). Cette agitation donna plus d'audience aux thèses de l'intégriste délirant Pierre Chauu, et de son disciple R. Seycher, qui lança un coup médiatique avec le fameux « génocide franco-français » (2). On connaît les présupposés : Pol Pot et les SS campaient en Vendée, et la Révolution est à l'origine des génocides. Le Front national reprend la thèse dans son « Livre bleu », en nuançant le nazisme. Il n'y a eu guère de réactions de l'histoire républicaine de « gauche », car celle-ci est en pleine déconfiture. Depuis une dizaine d'années, il s'opère une révision totale de l'histoire de 1789. C'est grâce à cette révision que Chauu et ses amis ont pu s'engouffrer dans la brèche, n'ayant pour adversaires sérieux que quelques historiens ne niant pas les massacres mais refusant les outrances. Certes, la Vendée n'est pas le monopole des monarcho-nazillons. Il existe un courant nuancé parmi les spécialistes, mais qui n'est pas écouté. Il n'y a pas encore de place pour un débat sérieux ! Nous ne voulons pas faire ici le récit des événements, mais seulement analyser quelques aspects de la polémique sans être « pro » ou « anti »...

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

Le terme de génocide a un sens bien précis. Il a été forgé en 1944, lors de la défaite nazie, du grec *genos* (race) et du latin *caedere* (tuer). L'extermination pour des critères raciaux est donc la définition exacte. Or, il est impossible de qualifier les Vendéens de race ou d'ethnie, ce qui ruine la thèse du « génocide franco-français ». Il est vrai que le terme a pris ensuite une plus grande extension, en désignant tout massacre à grande échelle comme au Cambodge, mais l'histoire est pleine, hélas, de ces forfaits, on pourrait citer Jules César en Gaule, Gengis Khan et des milliers d'autres. Il se commet aujourd'hui des « Vendées », au Guatemala par exemple (3). Alors pourquoi banaliser un concept au sens bien précis ? On ne peut disculper notre XX^e siècle d'avoir atteint le sommet de la monstruosité. Le génocide des juifs (et de quelques autres) par les nazis constitue bel et bien l'horreur absolue, et il faut éviter de lui ôter sa spécificité, à moins d'être nostalgique ou inconscient. Etant donné le pouvoir du langage et sa force émotive, parler de « SS » en Vendée n'expliquera pas la politique républicaine, mais nuancera le nazisme. Il est aussi une règle essentielle en histoire de ne jamais expliquer un fait par des concepts qui lui sont postérieurs ; sinon, cela s'appelle un anachronisme.

S'il n'y a pas eu de génocide en Vendée, la cause des massacres n'est-elle pas la cause de l'idéologie « totalitaire » des conventionnels, dignes ancêtres des nazis et des Khmers ? En fait, on ne trouve nulle part un réel projet de société chez les Jacobins, même pas chez Robespierre. Par contre, ils ont pratiqué une métaphysique de la violence, dont l'origine est religieuse plus que révolutionnaire (4). Les chefs républicains ont utilisé la dynamique de la violence pour redresser l'Etat et gagner la guerre. La Terreur se veut patriotique ; elle permet de définir deux camps assez flous — tant politiquement que socialement — car, en 1793, il n'y a plus d'infrastructure administrative. Celle-ci se rétablit par la Terreur. On remarquera que les faits les plus sanglants se sont produits dans des villes stratégiques sur le plan administratif ou militaire : Lyon, Toulon, Nantes. Ailleurs, la Terreur fut moins âpre. Qu'ils aient été des fanatiques, comme Carrier à Nantes, ou des opportunistes (Fouché à Lyon), les agents de la Convention ont multiplié les propos sanguinaires, de même que les députés. On peut s'étonner de cela, alors que les nazis

reprenaient les classiques exactions de l'Ancien Régime qui appliquait la technique dite du « dégât » ou de la terre brûlée. Louis XIV fit commettre des actes similaires contre les Bonnets rouges en Bretagne ou, surtout, lors de la destruction du Palatinat. Cette région allemande fut dévastée village après village par les Français en 1689. On peut objecter que le nombre de victimes est considérable en Vendée, mais justement on ne connaît pas ce nombre ! Chauu avance le nombre délirant de 500 000 morts sans preuve (plus c'est gros...). Le chanoine royaliste Billaud (peu suspect de sympathies républicaines) avance celui de 180 000 Vendéens tués. En attendant une évaluation statistique, les auteurs sérieux s'accordent sur le nombre de 150 000. Selon le même chanoine, il y aurait eu plus de républicains tués (220 000) en Vendée que de Vendéens. Curieux « génocide » où les bourreaux tombent en plus grand nombre que les victimes ! La recherche continue donc, à l'écart des exploitations ponctuelles.



Richelieu.

(puisqu'on les cite) taisaient leurs crimes. En fait, le discours terroriste de 1793 sert à galvaniser les énergies, à contrôler le pays, il est un élément de la politique de reconstruction de l'Etat. Ainsi, le Jacobin Jean Bon Saint-André encourage la Terreur à Brest pour contrôler le port, mais il fait arrêter ailleurs des terroristes qui gênent l'action du pouvoir. Lorsque l'ex-noble Barère déclare : « Détruisez la Vendée et Toulon s'insur-



gera contre les Espagnols et les Anglais. Lyon ne résistera plus, et Marseille se relèvera à la hauteur de la Révolution », il parle un langage étatiste et nationaliste. Extraire ces propos de la stratégie républicaine pour les comparer à Hitler ou Pol Pot est un non-sens historique. Ces derniers avaient une administration bien réglée, le contrôle du pays et tuaient parce que leurs idéologies comportaient la volonté d'exterminer des groupes précis. Les conventionnels, eux, reprenaient cette vieille maxime de Richelieu : « En matière de crime d'Etat, il faut fermer la porte à la pitié ». C'est déjà monstrueux et inexcusable, inutile d'en rajouter !

Terreur et révolution paysanne

La répression en Vendée n'est pas isolée dans la Terreur. La révolte paysanne y avait prospéré grâce à la faiblesse de l'administration locale jusqu'en octobre 1793. Les révoltés avaient organisé de nombreux massacres de citoyens. Les enterrés vivants ou les « chapelets » de Machecoul très évocateurs n'excusent en rien la répression ultérieure, mais ils montrent que les Vendéens avaient placé la barre assez haut ; la surenchère en violence allait être à la mesure de la peur des « bleus ». Après avoir péniblement vaincu la révolte avec des troupes aguerries en Allemagne, les républicains savaient la situation précaire. L'administration n'était pas prête à contrôler la région, qui restait un flanc ouvert en pleine guerre. Un débarquement de nobles se produira d'ailleurs, plus haut, dans la région de Quiberon en 1795.

L'initiative de la répression ne vient pas de Jacobins purs et durs. Le général Turreau a déjà une première responsabilité en proposant un plan personnel. Louis-Marie Turreau de Livières est un officier d'Ancien Régime. Il ne faut pas imaginer une armée populaire en l'An II. Les cadres de la monarchie étaient amalgamés avec les nouveaux conscrits ; en 1794, il subsiste bien des traits traditionnels dans cette armée en mutation. Le plan de ratissage de la Vendée militaire est directement inspiré de la répression monarchique qui consistait à « casser du gueux ». Le principal partisan est le chargé aux affaires militaires, Carnot, très modéré politiquement. En 1797, il sera arrêté pour ses liens avec les royalistes ! Le plan est soumis à la Convention, qui l'approuve toutes tendances confondues. Il y a un consensus pour éliminer une zone de subversion fautive de pouvoir la tenir avec des policiers et des fonctionnaires. Aucun état d'âme chez les républicains, puisque l'adversaire est défini comme politique. Le terme de Vendéen est alors synonyme de « royaliste », de « brigand » (5). « Parler de détruire la Vendée en 1794, c'est

exprimer la volonté non d'exterminer une population géographiquement et numériquement définie mais d'extirper, ou mieux d'exorciser, la contre-révolution, avec tout ce que cela pouvait comporter d'absurde et de chimérique » (6).

Quant aux massacres massifs, ils ont, hélas, leur logique. Les « lois » de la guerre ne s'appliquent qu'entre Etats signataires, et les zones de guérilla — même éteintes — pâtissent la plupart du temps des crimes militaires. Une vague demande de la Convention, pour que l'on « rapatrie à l'intérieur les femmes et les enfants », n'eut aucune application. Les massacres perpétrés par les Colonnes infernales (janvier-mai 1794)



Robespierre.

reprenaient les classiques exactions de l'Ancien Régime qui appliquait la technique dite du « dégât » ou de la terre brûlée. Louis XIV fit commettre des actes similaires contre les Bonnets rouges en Bretagne ou, surtout, lors de la destruction du Palatinat. Cette région allemande fut dévastée village après village par les Français en 1689. On peut objecter que le nombre de victimes est considérable en Vendée, mais justement on ne connaît pas ce nombre ! Chauu avance le nombre délirant de 500 000 morts sans preuve (plus c'est gros...). Le chanoine royaliste Billaud (peu suspect de sympathies républicaines) avance celui de 180 000 Vendéens tués. En attendant une évaluation statistique, les auteurs sérieux s'accordent sur le nombre de 150 000. Selon le même chanoine, il y aurait eu plus de républicains tués (220 000) en Vendée que de Vendéens. Curieux « génocide » où les bourreaux tombent en plus grand nombre que les victimes ! La recherche continue donc, à l'écart des exploitations ponctuelles.

Mais, en histoire, le débat ne doit pas se baser sur une arithmétique de cadavres ; ce qui est étouffé en France, c'est bel et bien la question centrale de l'Etat. Dès la chute de Robespierre (en juillet 1794), ses collègues avaient fait porter le poids de la Terreur sur lui et quelques « théoriciens ». C'est une thèse courante que la Terreur ait eu une cause idéologique et non étatique. Sur le moment, fleurissent des textes opportunistes flétrissant les « buveurs de sang ». Babeuf écrit dans ce contexte un pamphlet, *Système de dépopulation...*,

aujourd'hui réédité par des monarchistes comme preuve objective. Ils oublient de dire que Babeuf reniera ensuite ce texte pour tomber dans le travers inverse en redevenant robespierriste ! Il y a là manipulation d'un texte ponctuel. Le régime offrit aussi en pâture à l'opinion Carrier, qui refusa de servir de bouc-émissaire. A son procès, il se défendit en rappelant son rôle d'agent gouvernemental. Il fut tout de même exécuté. Par contre, Turreau sortit blanchi de son procès. Chez lui, la notion de service d'Etat était trop nette pour qu'on le laisse condamner.

Depuis, l'histoire balance entre deux explications. La thèse d'époque, attribuant les massacres à des idéologues fanatiques, est reprise par les héralds du « génocide » et aussi par la gauche non marxiste. Le consensus se fait pour disculper l'Etat. En face, les quelques excuses des républicains se basent sur le poids des « circonstances » (guerre, désordre) sans dire que celles-ci furent parfaitement assumées par les conventionnels. On peut trouver cependant une toute autre explication dès 1794. Après la Terreur, l'ancien Enragé Varlet écrivit une brochure, *Gare l'explosion* (7), plus sérieuse que celle de Babeuf. Hormis quelques injures de circonstances, il y analyse le groupe dirigeant avec une étonnante lucidité : « Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles, à moins que le peuple ne veuille constituer en permanence d'insurrection contre lui-même ses fondés de pouvoir ».

Sans excuser le moindre crime, nous avons voulu montrer que les énumérations émotionnelles ne servent en rien la connaissance. La Vendée n'est qu'un épisode parmi d'autres de la longue marche criminelle des Etats, qui culminera au XX^e siècle avec les sommets que l'on sait. Aujourd'hui, la contribution des libertaires à l'histoire serait plutôt de comprendre pourquoi un Etat en pleine déliquescence en 1788 a pu se relever à la faveur d'une révolution. C'est là un point de recherche plus intéressant que la contemplation morbide d'un lieu de mémoire.

YVES

(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) En parallèle, se produisit la polémique sur les chambres à gaz.

(2) Les éditeurs ont organisé d'autres « coups » sur Brasillach, le colonialisme, etc. Cela tait vendre !

(3) De plus, des groupes ethniques sont massacrés dans ce pays !

(4) Le caractère de tout raisonnement métaphysique et théologique est de chercher à expliquer une absurdité par une autre (Bakounine).

(5) Sur les vraies causes de la révolte, voir le Monde libertaire n° 733 du 5 janvier 1989.

(6) François Lebrun, in L'Histoire n° 81, 1985.

(7) A paraître sous peu aux éditions Partage Noir.

« Mississippi burning »

C'EST un polar ayant pour toile de fond le racisme dans le sud des Etats-Unis en 1964. Le Ku-Klux-Klan n'a, paraît-il, pas aimé. Encore mieux ! Mais il faut bien dire qu'Alan Parker (*Midnight Express, Birdy...*) ne risque cette fois de choquer que les plus indécorables des ségrégationnistes.

Nous avons, en effet, affaire à l'archétype du scénario yankee « progressiste » (un Yankee est « progressiste » dès qu'il mentionne les droits de l'homme) : débordant de bons sentiments, d'idées généreuses, mais sans jamais franchir les limites des conventions du genre. Les héros, bons ou méchants, sont blancs : les Noirs ne font que de la figuration, le temps d'une messe, d'un lynchage ou d'un enterrement. Et le « happy end » obligatoire délivre une morale tout-à-fait propre à rassurer les âmes blanches : justice est faite et, qui plus est, rendue par des Blancs. On respire : les Noirs sont restés à leur place, celle qu'on veut bien leur octroyer dans nos grandes et belles idées de Blancs.

Les causes sociologiques, politiques et religieuses du racisme aux Etats-Unis (au fait, n'existait-il que dans les Etats du sud ?) sont tout juste effleurées. Quant aux réponses opposables au fléau, elles semblent se résumer à l'intervention de flics fédéraux, c'est-à-dire Nordistes. Osons une comparaison : dans le cadre de l'Europe de 1993, pensez-vous que le meilleur moyen d'endiguer les idées d'extrême droite en France soit de faire venir des policiers anglais ou belges ?

Pour rester dans les comparaisons « chébrans » : en 1789, la bourgeoisie française était pétrie de grandes idées, très « droits de l'homme », elle aussi. Elle n'est devenue réactionnaire que lorsque les problèmes ont été posés en termes sociaux, et non plus philosophiques. C'est précisément le pas qu'Alan Parker n'a pas franchi.

Reste un excellent polar impeccablement réalisé, et, somme toute, un film qui se croit, se veut sincèrement, antiraciste. Ce n'est déjà pas rien. Mais c'est loin d'être assez pour nous satisfaire pleinement.

COQ'S

Un service régulier et pratique l'abonnement

LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Le coin des affaires !

- Paroles d'un révolté, *Pierre Kropotkine, Champs Flammarion, 78 pages, 20 F*
- L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, *Mintz Frank, Maspéro, 380 pages, 30 F*
- Exotisme s'abstenir, *Reeve Charles, Acratie, 174 pages, 40 F*
- La lutte syndicale, *Monatte Pierre, Maspéro, 318 pages, 30 F*
- La guerre chimique et biologique, *Riche Daniel, Belfond, 309 pages, 30 F*
- L'anarchie dans la société contemporaine, *Joyeux Maurice, Casterman, 189 pages, 30 F*
- L'immaculée conception des papes, *Panizza Oscar, Pauvert, 172 pages, 30 F*
- Ni Dieu ni maître (vol 3), *Guérin Daniel, Maspéro, 157 pages, 20 F*
- Ni Dieu ni maître (vol 4), *Guérin Daniel, Maspéro, 196 pages, 20 F*
- A travers la vie et la mort, *Michel Louise, Maspéro, 255 pages, 30 F*
- Mémoires sur ma vie, *Proudhon, textes ordonnés et présentés par Bernard Voyenne, La Découverte, 222 pages, 30 F*
- Les châteaux d'Eros ou les infortunes du sexe des femmes, *Dardigna Anne-Marie, Maspéro, 334 pages, 20 F*

Comptez 10% de plus pour les frais de port.

ÉMISSION Le Moyen-Age

C'est pour changer le terrain de nos réflexions que l'émission de Radio-Libertaire du 14 avril, à l'heure de l'« Invité hebdomadaire », sera consacrée au Moyen-Age, cette époque si peu ou mal connue, et parfois trop méprisée. Occasion nous est donnée d'en parler, alors que les Editions du CNRS publient un vaste ouvrage sur la question du *Livre au Moyen-Age* (1).

Yves PEYRAUT

FORTUNES diverses du Moyen-Age : temps obscurs, temps de glorieuse chevalerie, grande clarté ou absent de tous nos mots ? Le Moyen-Age ne nous reste souvent en tête qu'au travers des visions d'Hollywood, ou de quelques metteurs en scène : Cocteau, Bergman, Carné, etc., voire de romans favoris : Victor Hugo, et autres, toutes visions qui nous parlent d'abord de nous.

Comme s'il n'y avait rien à en dire, comme s'il n'était que le miroir de nos passions ou un héritage dont nous voulons nous débarrasser. Comme si, enfin, le Moyen-Age se résumait à une pièce de musée à laquelle rendre visite de temps en temps, pour admirer encore, et sans nostalgie, les beautés obscures d'une humanité enténébrée.



Et pourtant, attentifs à nos contemporains, ne nous arrive-t-il pas de dire : « C'est encore le Moyen-Age ! », « Ce sont des pratiques du Moyen-Age ! » ? Que voulons-nous désigner par là, quels souvenirs s'engagent dans ces propos ?

Justement, des souvenirs. Et pourtant, des chercheurs s'échinent encore à percer les secrets des pierres et des manuscrits, des monuments à nous légués, même déterio-

rés, même remaniés. Ils prennent la mesure d'une distance, et dans cette distance même décèlent des modes de vie, des traits de culture, des relations sociales qui composent sous leurs analyses des formations sociales en devenir, des mouvements contradictoires susceptibles de nous éclairer sur l'élaboration de notre pensée et la constitution de nos paysages. Ils contribuent à réveiller des sources dissipées, à décrire des parcours dont nous profitons par prolongement ou par rupture.

Qu'ils s'attellent aux ouvrages, aux traces de pierre, aux objets survivants, ils en arrivent à redresser des images un peu cavalières, à rectifier des mémoires mal entretenues. Ils donnent à lire la peine des hommes cherchant des voies de développement, la tâche des sociétés en train de se faire et de se défaire sous les instructions de pouvoirs qui les mènent vers des idéaux trop rapidement méprisés, parce que mal connus.

Non, bien sûr, qu'ils nous proposent d'y revenir. L'histoire et la recherche ne contribuent pas à dresser des modèles. Ils nous proposent plutôt de ne pas faillir au travail de vérité qui verse au dossier de nos connaissances quelques moyens supplémentaires de penser notre histoire sans mythes égarants, sans failles notoires. Alors, nous n'en saisissons que mieux la portée de nos propres engagements.

Christian RUBY

(1) Le livre au Moyen-Age, Ed. CNRS, 1989. Participeront à l'émission du 14 avril : Jean-Marie Le Galet et Christine Ruby ; puis à celle du 12 mai : Monique Zezdoun et Denis Muzerelle.

THÉÂTRE

« L'Ankou », de Varoujean

« **N**OM de Dieu, pourquoi qu'aussi on ne nous raconte pas, on ne nous dit rien ? Au lieu de toutes ces conneries qu'on nous débite à la télé, dans les journaux, à la radio, dans les livres depuis l'école... ils feraient pas mieux de nous dire comment il se fait que des gens se

retrouvent chez nous, qui seraient certainement mieux chez eux ? ».

Le banlieusard retraité, fort de ses certitudes et de ses droits. se pose des questions lorsqu'une famille d'immigrés « débarque » dans le pavillon mitoyen. Jour après jour, « ces étrangers qui ne parlent même pas français », il apprendra à les connaître. Ceux « qui défigurent le paysage, qui chamboulent tout » l'adopteront lorsqu'il aura perdu sa femme et qu'il aura été dépossédé par ses propres enfants. Il sera alors comme étranger dans son propre pays. En pleine période où l'intolérance reprend du poil de la bête, cette pièce (1), par l'intermédiaire de ce voisin, met en évidence que les effets que l'on constate ont toujours une cause que l'on nous cache volontairement et qui en est responsable.

Dans cette œuvre tragique, tendre, drôle, d'une profonde humanité, il faut souligner la performance de Pierre Meyrand, qui tient d'une main de maître le rôle de ce « voisin », et la qualité des cinq autres acteurs, qui le secondent avec efficacité.

L. S.

(1) L'Ankou, de Jean-Jacques Varoujean, mis en scène par Roland Monod. Cette pièce, créée le 28 février 1989 au TEP, sera reprise le 11 avril 1989 à La Limousine, à Limoges.

PEINTURE

Dassonval

CE qui frappe dans la peinture de Dassonval, c'est la liberté qu'il s'octroie dans sa pratique picturale, cette liberté n'est pas pour faire plaisir à la nomenclatura artistique ; mais plus un état d'esprit conforme à sa nature. L'homme est intransigeant dans ses rapports avec les autres (marchands, responsables de salons, de revues, public).

C'est un de ces anarchistes individualistes, à l'image de ceux que l'on pouvait rencontrer au début du siècle dans les milieux artistiques. La cinquantaine, une série d'expériences dans différents domaines, font que Jean Dassonval porte un regard sans complaisance sur la société, ce qui se traduit par une peinture figurative qui met en scène l'humain dans la ville. Nos réactions dans ces univers affreux, sinistres, et notre fragilité d'humain sans défense contre des excès qui nous dépassent.

La liberté qu'il s'octroie dans sa figuration pourrait me faire dire que celle-ci est une figuration libre, mais comme ce terme a déjà été attribué j'irai plus loin en disant qu'il peint une figuration libérée. Ces personnages apparaissent dans des décors qui évoquent une atmosphère de carnaval, ou de liesse populaire. Image symbole, de personnage en évolution qui ont oublié de poser et n'hésitent pas à susciter en vous

l'envie de vivre. Les mises en scène très complexes donnent à ces toiles un côté exotique onirique sans rapport avec celui des supermarchés, des images émouvantes d'une liberté totale où surgissent des « A » gigantesques quelque fois, qui ne sont certainement pas le fruit d'un simple équilibre nécessaire à l'organisation interne de l'œuvre. Dans ces dernières peintures, les personnages prennent plus de place, les hommes en rangs serrés nous racontent leurs souffrances. Même dans cette foule, on les voit différents, uniques.

Unique encore, cet homme perdu dans un décor de banlieue, graffiti et ambiance de science-fiction. Le peintre ose quelque fois aller dans nos rêves, lui seul en possède l'alchimie qui les matérialise. La peinture de Dassonval est une synthèse de cette société, plus que jamais médiatisée. L'homme, lui, est seul, a peur du groupe, de l'échange, alors qu'il baigne dans la foule continuellement. Nous sommes un élément de la foule, sachons être différents et originaux au risque de se reconnaître au détour d'un tableau.

André ROBERT

Exposition Dassonval, du 2 mai au 3 juin, galerie Huit de Poissy, 8, rue de Poissy, Paris 75005.



Sélections de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 13 avril

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invités Christophe et Lolockka (peintres).

Vendredi 14 avril

« H comme hasard » (12 h à 14 h) : gammes et sciences (rediffusion).

« Emission spéciale » (17 h à 18 h 30) : Radio-Libertaire juge les élèves de l'Institut français de gestion (les thésards de l'anarchisme).

Samedi 15 avril

« Chroniques syndicales » (11 h 30 à 14 h 30) : les enseignants ; lutte dans un supermarché ; les taxis parisiens ; la déréglementation dans l'aviation civile.

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Buddy Guy.

Dimanche 16 avril

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : révolution et contre-révolution, par Joseph Bemy.

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : avec comme invité Gérard Boutet, pour son livre « Les gagne-misère » sur les vieux métiers.

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : avec comme invité le dessinateur F. Murr.

« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : J.-C. Richard parlera de Schubert (lieder et symphonie).

Mercredi 19 avril

« La cage aux marmots » (10 h à 12 h) : Lisette Morival (du magazine « Gullivort »).

« Dazibao » (15 h 30 à 17 h 15) : le « rock progressif » inédits de Morillon et IQ.

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : le mouvement d'information et d'expression lesbienne.

MAKHNO

La réhabilitation (2^e partie)

Nous avons publié dans le « Monde libertaire » n° 746 du 6 avril 1989 la 1^{ère} partie d'un article consacré à la réhabilitation de Nestor Makhno — « Le cosaque de l'anarchie » — par les autorités soviétiques. En effet, l'Union des écrivains d'URSS, dans sa revue « Litératourmaja gazeta » du 8 février 1989, consacre, sous la plume de Vassili Golovanov, un important article à « Batko Makhno », le « loup-garou » de la guerre civile.

Notre camarade Alexandre Skirda, à partir de cet article, nous a décrit la semaine dernière comment les Soviétiques nous parlent aujourd'hui des clichés anti-makhnovistes. Il reprend, dans les lignes qui suivent, son commentaire de « Litératourmaja gazeta » au moment où Makhno, après le « partage noir » des terres d'Ukraine, en octobre 1917, désarme la bourgeoisie locale et où cette « étrange région soviétique » peut vivre tranquillement jusqu'à l'invasion allemande.

La rédaction

GOLOVANOV cite la tentative d'intimidation d'un agent du gouvernement provisoire, à la suite du désarmement de la bourgeoisie locale : Makhno le convoque devant le Comité de défense de la révolution et « lui donne 20 minutes pour quitter Gouliai-Polié et deux heures pour quitter le territoire révolutionnaire ». C'est ainsi que cette « étrange région soviétique » (dixit Golovanov) put vivre tranquillement jusqu'à l'invasion allemande, plusieurs mois plus tard.

Il relate ensuite le voyage de Makhno à Moscou et sa rencontre avec Lénine, qu'il intéresse par son récit des transformations agraires menées à Gouliai-Polié. Lénine lui demande à trois reprises comment les paysans ont compris le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » ! Makhno lui répond que les soviets élus par le peuple et responsables devant lui doivent entièrement orienter la politique locale. « Dans ce cas, lui dit Lénine, la paysannerie de votre région est contaminée par l'anarchisme » ; « Est-ce si mal ? », répond Makhno. « Ce n'est pas ce que je veux dire. Au contraire, ce serait réjouissant, car cela hâterait la victoire du communisme sur le capitalisme et son pouvoir », précise Lénine, en ajoutant qu'il considère l'anarchisme des paysans comme une maladie passagère et rapidement guérissable.

Citons entièrement le commentaire révélateur de Golovanov sur l'impression que retire Makhno de son voyage à Moscou :

« Makhno quitta Moscou avec des sentiments contradictoires. Bien qu'il fut un anarchiste spécifique, « soviétique » (d'autres anarchistes n'ont pas seulement les soviets, mais aussi toutes structures hiérarchiques), sa conception de la révolution se distinguait fortement de celle des bolcheviks, Makhno ne reconnaissait aucun rôle dirigeant d'un parti quel qu'il soit. Pour lui, le soviétisme « base », régional, était une organisation autosuffisante, à travers laquelle pouvait seule s'exprimer la volonté du peuple. La hiérarchie des soviets

était une absurdité ; le gouvernement prolétarien, une fiction nuisible, car comme l'écrivait Archinov « l'Etat s'incarne par ses fonctionnaires, lesquels deviennent tout, alors que la classe ouvrière reste rien ».

Golovanov raconte ensuite l'expérience de Makhno comme membre de la Commission d'enquête du comité révolutionnaire d'Alexandrovsk, chargée d'examiner le cas des personnes arrêtées à la fin de 1917 (après le coup d'Octobre). « Cependant, commente Golovanov, ce travail fut peu au goût de Makhno. Plus que cela, lorsque l'on se mit à arrêter des menchevicks et des socialistes révolutionnaires, Makhno décida même de faire sauter la prison de la ville ». Il « fut également irrité par tout le tapage fait autour des élections à l'Assemblée constituante, qu'il appela « jeu de cartes » des partis politiques. « Ce ne sont pas les partis qui serviront le peuple, mais le peuple qui les servira. Déjà maintenant, (...) dans les affaires du peuple, on ne mentionne plus que son nom, ce sont les partis qui décident » — prophétisait-il à ses nouveaux compagnons. Mais, n'ayant pas été soutenu par eux, il quitta le Comité révolutionnaire d'Alexandrovsk et retourne à Gouliai-Polié, loin des « tentations de la grande politique ».

Revenu à Gouliai-Polié, il participe à une commune organisée dans une ancienne grande propriété, reprise par des paysans sans terre et des ouvriers. Golovanov trouve intéressante la tentative du Soviet de Gouliai-Polié d'instaurer un échange direct avec la ville : aux ouvriers des usines Prokhorov et Morozov, on envoie de la farine, avec la prière d'envoyer du tissu en retour. L'envoi des usines est bloqué par l'organe de l'Etat soviétique, car les « autorités répugnaient à ce qu'une résolution aussi « petite-bourgeoise » soit appliquée au problème du ravitaillement des villes ». Les paysans récupérèrent, avec la plus grande peine, tout de même cet envoi détourné. Selon l'auteur, le développement de tels événements aurait contribué à aiguïser les contradictions entre le modèle « prolétarien du socialisme et son alternative paysanne, ce qui aurait pu amener vers une variante de compromis, une sorte de NEP avant la lettre. L'invasion des Allemands ne permit pas de savoir comment cette contradiction aurait pu évoluer... »

L'auteur en arrive à la question qui lui paraît essentielle : « Pourquoi Makhno s'est-il séparé des bolcheviks ? A cette question « absurde », il n'est pas simple de répondre, car il fut un temps où son alliance avec les rouges était non seulement ouvertement déclarée, mais paraissait promise à une longue durée ».

L'accord avec les bolcheviks

Selon Golovanov, Makhno serait revenu de Moscou, en juillet 1918, extrêmement désenchanté sur ses compagnons d'idées, lesquels auraient « sommé » dans leurs groupes pendant la révolution. Léon Tchorny, anarchiste en vue, nommé par le pouvoir bolchevik responsable du Palais (du Kremlin ?), préposé à l'inventaire de ses meubles et à la bonne tenue de son hall, devint, pour Makhno, le symbole du déclin de l'anarchisme. Ne sympathisant pas avec le bolchevisme, qui aurait « monopolisé » la révolution, Makhno sut comprendre qu'aucun des partis qui s'y opposaient, y compris les socialistes révolutionnaires de gauche, ne possédaient des dirigeants de l'envergure de Lénine », ni des forces suffisantes pour « réorganiser les voies de la révolution ». C'est en tenant compte de cela qu'il aurait conclu un accord avec les bolcheviks, lorsque ceux-ci vinrent en Ukraine, où il avait organisé une armée insurrectionnelle ayant libéré la plus grande partie de l'Ukraine orientale. Il y eut cependant des « détails » qui auraient pu rendre cette alliance précaire : par exemple, le « fameux esprit partisan dominant chez les insurgés (élection des commandants, une peu sûre « autodiscipline » et un anarchisme peu cohérent) ».

Apportons tout de suite un correctif à ces affirmations quelque peu hâtives et fausses : tout d'abord, ce n'est pas Makhno en personne qui prenait les décisions tout seul, c'était soit l'assemblée générale des insurgés, soit le soviét révolutionnaire militaire du mouvement, ceci pour des décisions d'ordre militaire. Les décisions politiques étaient prises par les congrès des soviets des paysans, des ouvriers et des insurgés de la région. L'accord militaire conclu avec les bolcheviks, et non pas une « alliance politique », comme le présente Golovanov, l'avait été pour des raisons impérieuses : absence dramatique d'armes et de munitions (1 fusil et 6 cartouches pour un insurgé sur quatre, d'où le refus d'accepter l'engagement de milliers de volontaires). Cet accord ne prévoyait aucune dépendance politique ; le front tenu par les makhnovistes s'étendait sur 150 km, enfin le « fameux esprit partisan » des insurgés se situait dans la tradition des cosaques zaporogues : désignation des commandants de régiments (correspondant aux localités d'origine des insurgés) par les combattants, en fonction des capacités et de la confiance qu'ils inspiraient.

De plus, l'armée insurrectionnelle reposait sur le volontariat et n'avait rien de commun avec l'armée rouge, composée de « mobilisés » de force, encadrés par des anciens officiers tsaristes (doublés de commissaires politiques bolcheviks). Là gît toute la différence et la « cohérence » du comportement libertaire de Makhno et de ses compagnons.

Golovanov est plus proche de la vérité lorsqu'il précise qu'avec l'accord du commandement rouge (en mars 1919), l'armée makhno-

viste conserva son nom d'armée insurrectionnelle, ses étendards noirs et ses principes d'organisation interne. Néanmoins, elle reçut en son sein des commissaires politiques, fut approvisionnée en armes (très peu en vérité, NDLA) et s'engagea à agir selon les directives de l'état-major rouge de lutte contre Dénikine. « Après quatre mois, écrit l'auteur, cette idylle prit fin : selon la version généralement admise, Makhno ouvrit le front aux blancs ». Ici, Golovanov s'appuie sur le témoignage ultérieur de l'ex-anarchiste Téper, qui écrivit un ouvrage de dénigrement contre Makhno (peut-être avec un révolver pointé dans le dos, devrait-il préciser), où il rendait responsables de la rupture entre Makhno et les rouges, les éléments de droit commun mêlés à des militants anarchistes, lesquels s'étant retrouvés sans occupation après Octobre 1917, vinrent de toute la Russie se joindre à Makhno. Ils auraient flatté sans limite Makhno, le surnommant « deuxième Bakounine » — ce qui lui aurait tourné la tête, cela pour couvrir leur propre inconduite, ivrognerie et maraudage. Golovanov pense qu'il y a là des raisons qu'on ne saura jamais exactement, pour expliquer que s'étant retourné contre les bolcheviks, Makhno n'avait pas pour autant rejoint les blancs, et il se demande pourquoi il dut mener ainsi une lutte sur deux fronts.

La politique antipaysanne des bolcheviks

Pour expliquer ce soudain antagonisme, Golovanov rappelle que le mouvement makhnoviste était essentiellement paysan ; que de ce point de vue, les bolcheviks n'avaient rien apporté de plus à ce que les paysans avaient conquis eux-mêmes en 1917, bien au contraire par leur décret de nationalisation du sol, par la création de « comités de paysans pauvres » et de détachements de réquisitions forcées, ils essayèrent de fonder des « sovkhoses ». Les paysans répliquèrent en labourant toute la terre, sans en laisser le moindre coin à ces sovkhoses. « Entre la capitale Kharkov et la campagne le conflit devint latent ». La tentative d'instaurer une nouvelle société d'après le point de vue marxiste conduisait à la nécessité d'« étatiser » toutes les sphères de l'activité économique, jusqu'à l'exploitation individuelle. C'est pour cette raison que beaucoup de communistes considérèrent, en 1919, la paysannerie comme une « classe bourgeoise », « inconsciente », un matériau en quelque sorte indispensable au prolétariat dans sa mission historique. Alexandra Kollontaï relevait à ce moment que la « paysannerie petite-bourgeoise était entièrement hostile aux nouveaux principes de l'économie nationale, tirés de l'enseignement communiste ».

Golovanov explique ainsi la « rudesse » de la politique de réquisition agraire, ainsi que la tendance à appeler « koulaks » tous les paysans qui s'y opposaient, ne serait-ce déjà que par les résolutions de leurs congrès autonomes. Toute une série d'insurrections paysannes se déroulèrent alors à travers tout le pays, et ce n'est qu'au bout de trois ans que les bolcheviks purent enfin comprendre qu'il fallait tenir compte des intérêts de la « classe petite bourgeoise » des agriculteurs, surtout lorsque grandit l'insurrection de Kronsstadt, où agirent sous le « mot d'ordre de soviets libres et de liberté du commerce », non plus



les « régiments mal armés des paysans, mais des unités régulières de l'armée rouge ».

En conséquence, Makhno sabota les mesures agraires du gouvernement ; ne laissant pas pénétrer dans sa région les détachements de réquisitions, et en ne laissant pas se créer de comités de paysans pauvres. Trois congrès de plusieurs dizaines de districts makhnovistes, représentant la région « libérée », eurent lieu de janvier à avril 1919, en présence de bolcheviks et de socialistes révolutionnaires de gauche, mais avec une écrasante majorité d'anarchistes et de sans parti, note Golovanov. Ces congrès confirmèrent la mobilisation dans l'armée insurrectionnelle, exprimèrent leur manque de confiance dans le gouvernement soviétique d'Ukraine, « qu'il n'avaient en aucune façon désigné », et prirent position pour une « exploitation égalitaire du sol, sur la base du travail personnel ». Tout ceci ne plut guère, bien évidemment, aux bolcheviks. Leurs dirigeants éminents vinrent visiter Makhno : Antonov-Ovsénko, Béla Kun, et Léon Kamenev. Celui-ci exprima son mécontentement à Makhno à propos du soviét militaire révolutionnaire des insurgés, « élu comme organe exécutif par les congrès locaux » et « ne se subordonnant pas au pouvoir soviétique central ». (Suite et fin de l'article la semaine prochaine).

A. SKIRDA

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la FA.
- PAGE 3, Dans le monde : Le cirque de Moscou, Cuba et Moscou, Editorial.
- PAGE 4, Les luttes : La Corse, CRC, En bref.
- PAGE 5, Education : L'école à la sauce libérale, La pédagogie différenciée, Grève des profs.
- PAGE 6, Société : Marée noire en Alaska, Humeur, Brèves environnement, Prisons.
- PAGE 7, Société : L'armée à l'école, Prisons, Antifascisme.
- PAGE 8, Informations internationales : Les Rep's, Le paragraphe 129 a, Suisse.
- PAGE 9, Informations internationales : L'influence de Proudhon sur la CGTP.
- PAGE 10, Arguments : Le dossier « Vendée ».
- PAGE 11, Expressions : Cinéma, Livres, Peinture, Émission, Théâtre, Sélections de programmes de Radio-Libertaire.
- PAGE 12, Archives : La réhabilitation de Makhno (2^e partie).

Makhno